



Bilan du dispositif *Lycéens et apprentis au cinéma*

Année scolaire 2012-2013

Sommaire

Remerciements, sigles et abréviations, méthodologie	3
Le dispositif <i>Lycéens et apprentis au cinéma</i>	5
Les chiffres clés 2012-2013	6
Participation des établissements scolaires	8
L'éducation prioritaire	10
Participation des enseignants, formateurs et autres adultes référents, selon la matière enseignée	12
Participation des élèves et apprentis selon le type d'études suivies et leurs niveaux selon l'établissement fréquenté	14 16
Les établissements cinématographiques partenaires	19
Nombre moyen de séances par élève et apprenti inscrit	21
La programmation 2012-2013	23
- Entrées des films de la liste nationale	27
- Entrées des films des listes régionales	30
Les pré-visionnements	33
Les formations	
... du côté des contenus	35
... du côté des enseignants, formateurs et autres référents	40
Les actions d'accompagnements	43
Les partenariats régionaux	48
Annexes :	
- Liste des 51 films du dispositif	50
- Programmation des films, par coordination	51
- Programmation des coordinations, par films	52
- Loi n°95-115 du 4/02/1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire	53
- Liste des coordinateurs du dispositif	54

Remerciements

- à l'ensemble des coordinatrices et coordinateurs du dispositif *Lycéens et apprentis au cinéma*
- à Marie-Laure Lepetit, IGEN Cinéma, pour sa relecture attentive de la note sur l'Education prioritaire
- à Philippe Sizaire, Chef de projet Portails Intranet et Internet, Département Etude métier, CNC

Sigles et abréviations - Glossaire

BP : brevet professionnel

CanopE : le réseau de création et d'accompagnement pédagogiques (ancien SCÉRÉN)

CAV : cinéma audiovisuel

CUCS : contrats urbains de cohésion sociale

CFA : Centre de formation d'apprentis

CFAAH : Centre de formation d'apprentis agricoles et horticoles

DAAC : Délégation Académique à l'Action Culturelle

DATAR : Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale

DGESCO : Direction générale de l'enseignement scolaire

DOM-ROM : Département et régions d'outre-mer

DRAC : Direction régionale des affaires culturelles

DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ECLAIR : Ecoles, collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite.

Programme dont les objectifs sont :

- Faciliter la réussite de chacun et améliorer le climat scolaire
- Développer l'ambition pour tous
- Renforcer la stabilité des équipes

EN : Education nationale

EPS : éducation physique et sportive

ESC : Enseignement d'Education Socio-Culturelle, spécificité des établissements agricoles

EREA : Etablissement Régional d'Enseignement Adapté - Les EREA sont des établissements publics locaux d'enseignement (EPL). Leur mission est de prendre en charge des adolescents en grande difficulté scolaire et sociale, ou présentant un handicap.

INC : Instance nationale de concertation

EEA : Etablissement d'enseignement agricole (incluant LEGTA et LPA)

LAAC : Lycéens et apprentis au cinéma

LEGT : Lycée d'enseignement général et technologique

LEGTA : Lycée d'enseignement général et technologique agricole

LP : Lycée d'enseignement professionnel

LPA : Lycée professionnel agricole

LPM : lycée professionnel maritime

LPO : lycée polyvalent

MFR : Maison Familiale Rurale - établissements associatifs contractualisés par le ministère de l'Agriculture (dans le cadre de l'enseignement agricole) et/ou conventionnés par le Conseil régional ou l'Etat (pour des formations de l'Education nationale). Ils accueillent des jeunes et des adultes en formation par alternance dès la classe de 4ème ou de 3ème de l'enseignement agricole et proposent des parcours de formations menant au CAP, BEP, seconde professionnelle ou seconde générale et technologique, Baccalauréat professionnel ou technologique, BTS, Licence pro, etc... dans de nombreux secteurs professionnels : agriculture, élevage, métiers du cheval, viticulture, arboriculture, horticulture, jardins-espaces verts, aménagement de l'espace, environnement, forêt, agroalimentaire, agroéquipement, mécanique, bâtiment, bois, électricité, restauration, hôtellerie, tourisme, accueil, service à la personne, bureautique, secrétariat, gestion, métiers de bouche, commerce...

MFREO : Maison Familiale Rurale d'éducation et d'orientation.

MGI : mission générale d'insertion

Elle a deux finalités :

- réduire le nombre de sorties sans qualification du système éducatif ;
- préparer tous les élèves de plus de seize ans à une qualification reconnue en vue d'une insertion sociale et professionnelle durable.

PAF : Plan académique de formation

RAR - Les réseaux « ambition réussite » accueillent les publics les plus en difficulté sur les plans socio-économiques et scolaires.

RRS : réseaux de réussite scolaire regroupent des établissements aux publics socialement plus hétérogènes.

ULIS : unité localisée pour l'inclusion scolaire - permet l'accueil dans un collège, un lycée général et technologique, ou un lycée professionnel d'un petit groupe d'élèves présentant le même type de handicap

ZRU : zone de redynamisation urbaine

ZUS : zone urbaine sensible

ZFU : zone franche urbaine

ZRR : zone de redynamisation rurale

nc : non communiqué ou non connu

Méthodologie

Le présent document a été réalisé à partir de la compilation des données des questionnaires-bilan complétés par les coordinatrices et coordinateurs de chaque région participant au dispositif *Lycéens et apprentis au cinéma* en 2012-2013.

Seuls les chiffres de la coordination de la Guyane n'ont pu être recueillis.

Les chiffres des établissements cinématographiques ont, quant à eux, été transmis par le service des études du CNC (cf. les dossiers du CNC n°327 - sept. 2013, la géographie du cinéma).

Le dispositif

Lycéens et apprentis au cinéma

Créé à titre expérimental dans cinq régions dès 1993, *Lycéens et apprentis au cinéma* est devenu une opération nationale à la rentrée scolaire 1998.

La participation à cette action repose sur le volontariat des chefs d'établissement et des enseignants qui souhaitent y inscrire leurs classes.

Lycéens et apprentis au cinéma, au même titre que les deux autres dispositifs d'éducation artistique au cinéma, que sont *Ecole et cinéma* et *Collège au cinéma*, est organisé dans un cadre d'exploitation cinématographique commerciale. Il propose en temps scolaire aux élèves et aux apprentis des lycées d'enseignement général, professionnel, agricole et maritime, publics et privés, et des centres de formation des apprentis (CFA) de découvrir au minimum 3 œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention dans les salles de cinéma et de se constituer ainsi, grâce au travail pédagogique de sensibilisation artistique conduit par les enseignants et les partenaires culturels, les bases d'une culture cinématographique.

Lycéens et apprentis au cinéma repose sur l'engagement de partenaires institutionnels et professionnels :

- au niveau national
 - le ministère de la culture et de la communication, notamment le Secrétariat général SCPCI / DEDAC, et le Centre national du cinéma et de l'image animée ;
 - le ministère de l'éducation nationale, notamment sa direction générale de l'enseignement scolaire et son inspection générale ;
 - le ministère de l'agriculture, de l'alimentaire et de la forêt, notamment sa direction générale de l'enseignement et de la recherche et son inspection de l'enseignement agricole ;
- au niveau régional
 - les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) ;
 - les rectorats ;
 - les directions régionales de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) ;
 - les conseils régionaux ;
 - les coordinations régionales ;
 - les équipes de direction et les équipes pédagogiques des établissements d'enseignement scolaire, des établissements de l'enseignement agricole et des CFA ;
 - les professionnels du cinéma et de la culture : en particulier les exploitants et les associations culturelles.

L'organisation du dispositif s'effectue comme suit :

- une instance nationale de concertation, dont les membres sont nommés par le président du CNC, coordonne l'ensemble du dispositif et actualise la liste des films ; entre 6 et 8 nouveaux titres font leur entrée chaque année ;
- au niveau régional, l'opération est mise en œuvre par une structure professionnelle chargée de la coordination régionale du dispositif en liaison avec le comité de pilotage régional dont le rôle est notamment d'arrêter la liste des films qui seront proposés aux enseignants.

Les chiffres clés 2012-2013

Géographie du dispositif

26 régions participantes

22 régions métropolitaines + 4 DOM-ROM (Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte)

Participation

2 398 établissements scolaires participants soit 27 établissements de moins qu'en 2011-2012 alors même que nous avons cette année pu intégrer au bilan national les données de la Guadeloupe, de Mayotte et de La Réunion (qui totalisent à eux 37 établissements inscrits).

9 946 enseignants et formateurs investis dans l'opération, soit 2.5% de plus qu'en 2011-2012

Sur 7 517 d'entre eux, pour lesquels on dispose d'éléments sur la matière enseignée :

- 40 % sont enseignants de **Lettres**
- 21% sont enseignants de **Français et d'Histoire-Géographie, d'anglais ou d'ESC** (multi-enseignement possible : particularité des lycées professionnels et agricoles).
- 9% sont enseignants de **Langues**
- 8% sont enseignants **d'Histoire-Géographie**
- 5% sont **professeurs-documentalistes**

276 855 lycéens et apprentis inscrits

soit 11 334 élèves de plus qu'en 2011-2012, ce qui représente une hausse de 4.3%.

Cette hausse est à relativiser car 7 570 élèves sont inscrits en Guadeloupe, à Mayotte et à La Réunion DOM-ROM pour lesquels nous n'avons pas les chiffres dans le bilan précédent.

- 9.8% des 2 813 910 élèves de LEGT, LP et Lycées Polyvalents, et les apprentis participent au dispositif.

871 établissements cinématographiques et circuits itinérants participants en France métropolitaine

soit 25 de plus qu'en 2011-2012, près de 3% d'augmentation.

soit 41.9% des 2 035 établissements cinématographiques actifs de Métropole.

19 circuits itinérants permettent également d'accueillir **dans 48 points de diffusion** des séances *Lycéens et apprentis au cinéma*. Ces circuits ne sont pas comptabilisés pour le calcul du pourcentage des établissements participants car ils ne sont pas recensés dans la Géographie du cinéma.

Films et entrées

51 films dans la liste nationale, dont 36 titres programmés

674 114 entrées, dont 583 214 effectuées sur les films de la liste nationale et 90 900 sur les films des listes régionales.

Soit 46 059 entrées de plus qu'en 2011-2012, soit près de 7% d'augmentation.

Comme pour le nombre de lycéens et apprentis inscrits cette donnée est à relativiser car 14 284 entrées ont été réalisées sur des films de la liste LAAC dans les 3 départements dont nous n'avons pas les données pour 2010-2011.

Le nombre d'entrées représente une moyenne de **2,5 séances par élève et apprenti inscrit**.

Formation des enseignants

L'ensemble des coordinations qui nous ont transmis leur bilan, soit 25, organisent des prévisionnements et au moins un stage de formation

4 682 enseignants bénéficient d'au moins un stage de formation (soit 59.8% des enseignants inscrits), sans compter que 6 coordinations n'ont pas été en mesure de nous communiquer le nombre d'enseignants formés dans leur Région.

Accompagnement pédagogique des élèves et apprentis

3 040 interventions ont lieu en classe dans 19 des 26 régions participantes.

107 261 élèves et apprentis, soit près de 39% des inscrits (+ 5 points par rapport à 2011-2012), sont concernés par ces actions complémentaires.

Participation des établissements scolaires

	LEGT		LP		Lycées Polyvalents		LEGTA / LPA		CFA		Autres participants ¹		TOTAL
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	
Alsace	25	2	15	1	5	0	2	1	0	0	0	0	51
Aquitaine²	39	/	25	/	10	/	6	/	2	/	1	/	83
Auvergne	17	1	14	3	11	1	9	1	0	1	0	0	58
Bourgogne	18	2	7	1	15	2	10	0	2	0	0	4	61
Bretagne	29	16	31	11	4	1	5	10	2	7	0	0	116
Centre	25	6	29	1	14	7	8	4	5	3	1	0	103
Champagne- Ardenne	30	3	18	5	0	0	3	2	2	0	0	0	63
Corse	5	1	3	0	3	0	0	0	0	0	0	0	12
Franche-Comté	24	2	17	7	3	0	6	0	3	0	2	0	64
Guadeloupe	4	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	7
Guyane													nc
Ile de France	318	/	101	/	7	/	0	0	/	44	0	0	470
Languedoc- Roussillon	20	2	16	1	25	7	10	2	1	0	1	0	85
Limousin	15	1	15	1	4	0	5	0	0	0	1	0	42
Lorraine	18	7	26	3	5	0	1	0	4	0	0	0	64
Mayotte	1	0	1	0	5	0	0	0	0	0	0	0	7
Midi-Pyrénées	45	10	27	3	17	0	12	4	3	2	1	0	124
Nord pas de Calais	45	18	51	11	18	0	7	6	6	11	0	0	173
Basse- Normandie	22	3	12	2	9	1	5	6	1	3	0	0	64
Haute- Normandie	22	7	17	4	0	0	6	1	4	0	0	0	61
Pays de la Loire	28	7	13	4	19	7	10	7	0	9	0	0	104
Picardie	14	4	17	1	18	6	9	3	5	3	0	4	84
Poitou- Charentes	26	1	24	0	9	1	4	0	3	0	1	0	69
Provence Alpes Côtes d'Azur	56	5	42	10	16	3	4	1	9	4	0	0	150
La Réunion													23
Rhône-Alpes	105	41	52	31	0	0	11	8	5	0	7	0	255
TOTAL des inscrits	951	139	573	100	213	36	140	56	57	87	15	8	2 398³

¹ a été ajouté ici le lycée maritime qui participe à l'opération en Poitou-Charentes. Se trouvent également dans cette catégorie 1 EREA participant en Aquitaine, 1 en Limousin, 4 en Picardie et 7 en Rhône-Alpes ; 4 MFR/MFREO en Bourgogne et 2 en Franche-Comté ; 1 Collège en région Centre ; 1 Lycée climatique et sportif en Languedoc-Roussillon et 1 CFAAH (CFA Agricole) en Midi-Pyrénées.

² Cette coordination nous a communiqué le nombre de participants sans distinction Public / Privé

³ Le total des inscrits intègre les 23 établissements de La Réunion non pris en compte dans la répartition par types d'établissements puisque la coordination ne nous a pas fourni le détail. Dans le tableau de la page 9 ces 23 établissements sont comptabilisés dans la catégorie « Autres ».

Participation des établissements scolaires par rapport au total des établissements existants

Les lycées et CFA de la Martinique ne sont pas comptabilisés dans les données nationales puisque la Région ne participe pas au dispositif *Lycéens et apprentis au cinéma*.

	LEGT		LP		Lycées Polyvalents		LEGTA / LPA / EREA		CFA		EREA	Autres ⁴	TOTAL
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé			
TOTAL des inscrits	951	139	573	100	213	36	140	56	58	87	13	32	2 398
TOTAL National	968	861	932	658	606	198	211	nc	1500		79		6 013
% de participation	98,2%	16,1%	61,5%	15,2%	35,1%	18,2%	66,4%	/	9,7%		16,5%	/	39,9%

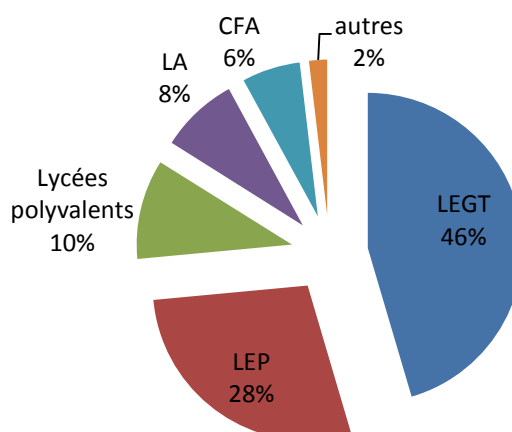
Le pourcentage de participation des LEGT de l'enseignement public est à relativiser car les coordinations sont encore nombreuses à ne pas avoir de chiffres distincts concernant les établissements uniquement LEGT et les Lycées Polyvalents.

2 398 établissements scolaires français participaient au dispositif en 2012-2013, soit sensiblement le même nombre qu'en 2011-2012 (-1%). Toutefois ce total prend en compte les 37 établissements de 3 DOM-ROM qui n'avaient pas répondu au questionnaire en 2011-2012.

Ils se répartissent comme suit :

- 1 090 Lycées d'Enseignement Général et Technologique (-10 % par rapport à 2011-2012)
- 673 Lycées Professionnels (+10 %)
- 249 Lycées Polyvalents (-9 %)
- 196 établissements de l'enseignement agricole (- 4,5 %)
- 145 Centres de Formation des Apprentis (+3,6 %)
- 23 établissements inscrits à La Réunion, pour lesquels la répartition ne nous a pas été indiquée
- 13 EREA
- 6 MFR
- 1 LPM, 1 Lycée climatique et sportif et 1 collège

Répartition des 2398 établissements participants



⁴ a été ajouté ici le lycée maritime qui participe à l'opération en Poitou-Charentes. Se trouvent également dans cette catégorie 4 MFR/MFREO en Bourgogne et 2 en Franche-Comté ; 1 Collège en région Centre ; 1 Lycée climatique et sportif en Languedoc-Roussillon.

Par contre le 1 CFAAH inscrit en Midi-Pyrénées a été ajouté au total des CFA public ; et les EREA participants (1 en Aquitaine, 1 en Limousin, 4 en Picardie et 7 en Rhône-Alpes) ont été ajouté au total des LEGTA, LPA, EREA public.

La politique de l'Education prioritaire

« La politique de l'éducation prioritaire a été initiée en 1981 avec la création des zones d'éducation prioritaire (ZEP). A la rentrée 1999, la carte de l'éducation prioritaire a été redéfinie et une nouvelle structure ajoutée : le réseau d'éducation prioritaire (REP). A la rentrée 2006, en lieu et place des réseaux existants dans l'éducation prioritaire (ZEP et REP), ont été constitués les 254 réseaux « ambition réussite » (RAR) et les autres réseaux dits « de réussite scolaire » (RRS). Enfin, depuis la rentrée 2011, le programme « écoles, collèges, lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite » (Eclair) est au « centre des politiques de l'éducation nationale en faveur de l'égalité des chances ».⁵

« Le programme Eclair a été étendu à la quasi-totalité des RAR. »⁵

L'éducation prioritaire est avant tout axée sur les écoles et les collèges. Par conséquent, peu de lycées relèvent de l'Education prioritaire.

Pour preuve, le tableau de bord national de l'Education prioritaire pour 2012-2013 indique uniquement le nombre d'écoles et de collèges concernés par cette politique.

Depuis la rentrée 2012, 336 établissements scolaires du second degré et 2139 écoles du premier degré sont concernés par le programme Eclair.

Dans le secondaire, on compte :

- 301 collèges (dont 155 en ZUS)
- 17 lycées généraux technologiques ou polyvalents (dont 8 en ZUS)
- 18 lycées professionnels (dont 1 en ZUS)

A ces établissements ECLAIR s'ajoutent les établissements en réseaux de réussite scolaire (RRS). Les établissements ECLAIR disposent de moyens, humains et financiers, plus importants que les établissements en RRS.

En pourcentage d'élèves touchés cela représente⁶ :

	Etablissements relevant du programme Eclair		Etablissements relevant des RRS	
	nombre	élèves concernés	nombre	élèves concernés
Ecoles	2139	367 200 élèves, soit 6.3%	4457	664 300 élèves, soit 11.4%
Collèges	301	142 300 élèves, soit 20%	781	365 900 élèves, soit 14.1%
Lycées	35		/	

C'est la première fois qu'un bilan de l'opération *Lycéens et apprentis au cinéma* se propose de faire un point spécifique sur l'éducation prioritaire.

Compte tenu des données disponibles, et afin d'effectuer une analyse au niveau national, nous nous sommes basés sur la liste des lycées du programme Eclair⁷ (35 lycées au niveau national), même si nous sommes conscients que cela reste incomplet puisque ce programme ne prend en compte ni les CFA, ni les lycées agricoles.

L'étude de cette liste nous indique que **plus de 51% des lycées du programme Eclair participent en 2012-2013 au dispositif *Lycéens et apprentis au cinéma***. Ce pourcentage est encourageant, et nous pouvons aisément imaginer que si les coordinations avaient connaissance de la liste des établissements concernés par le programme Eclair, elles feraient en sorte que d'autres lycées de ce programme s'inscrivent au dispositif, d'autant plus que certains des lycées Eclair, au nombre de 5, ont déjà été inscrits au dispositif les années précédentes .

⁵ Repères et références statistiques – DEPP, édition 2013, page 66

⁶ Ces données ont été recueillies dans le tableau de bord national de l'éducation prioritaire pour 2012-2013

⁷ B.O. n°27 du 7 juillet 2011

La politique d'éducation prioritaire dépend, outre des « priorités » définies par l'Education nationale, des politiques liées à l'aménagement du territoire, et notamment la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.⁸

Cela explique pourquoi nous abordons ici la notion de Zone urbaine sensible (ZUS).

Les quartiers de la politique de la ville sur lesquels portent les travaux de l'Onzus⁹ se composent :

- des zones urbaines sensibles (ZUS), dont la liste a été fixée par décret et qui bénéficient d'un certain nombre d'avantages. Au sein de ces ZUS, on retrouve deux autres ensembles : les zones de redynamisation urbaine (ZRU, au nombre de 416) et les zones franches urbaines (ZFU, au nombre de 100).
- de territoires non classés ZUS, retenus dans le cadre des contrats urbains de cohésion sociale (Cucs).

Les ZUS correspondent aux territoires infra-urbains retenus pour être la cible prioritaire de la politique de la ville. La loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville définit les ZUS comme « caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi »¹⁰.

Aujourd'hui au nombre de 751, elles rassemblent 4.7 millions d'habitants, soit environ 7.5% de la population française.

« Les Contrats urbains de cohésion sociale (Cucs) ont succédé en 2007 aux contrats de ville comme cadre du projet de territoire développé au bénéfice des quartiers en difficulté. Le contrat urbain de cohésion sociale est un contrat passé entre l'Etat et les collectivités territoriales qui engage chacun des partenaires à mettre en œuvre des actions concertées pour améliorer la vie quotidienne des habitants dans les quartiers connaissant des difficultés (chômage, violence, logement...) . »¹¹

A la rentrée 2010, 119 LEGT (7.6% des LEGT) et 93 LP (9.6% des LP) sont en ZUS. 135 500 lycéens y sont scolarisés.¹²

	Etablissements publics en ZUS	
	nombre	élèves concernés
Ecoles	3407, soit 7%	/
Collèges	473, soit 9%	218 068
Lycées	212, 8.3 % des lycées	135 482

Pour que l'analyse soit complète il faudrait également traiter de la question des Zones de revitalisation rurale (ZRR). « Ces zones regroupent des territoires ruraux qui rencontrent des difficultés particulières : faible densité démographique, handicap structurel sur le plan socio-économique. »¹³ Mais nous n'avons, à ce stade, pas trouvé d'éléments au niveau national sur les établissements scolaires implantés sur ces territoires.

Le prochain questionnaire adressé en juillet 2014 à l'ensemble des coordinations pour le bilan de l'année scolaire 2013-2014 intégrera certainement ces critères objectifs afin que la prochaine analyse relative à l'éducation prioritaire puisse être plus complète. Il faudra alors que chacun des coordinateurs du dispositif se réfère à l'arrêté du 28 décembre 2011 constatant le classement des communes en zone de revitalisation rurale et à l'espace cartographique de l'observatoire des territoires.¹⁴

⁸ Loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, notamment son article 42 que vous trouverez en annexe 4, page 53

⁹ Onzus : observatoire national des zones urbaines sensibles

¹⁰ <http://www.onzus.fr/presentation/les-quartiers-de-la-politique-de-la-ville>

¹¹ [http://sig.ville.gouv.fr/page/45/Contrats+urbains+de+coh%C3%A9sion+sociale+\(Cucs\)](http://sig.ville.gouv.fr/page/45/Contrats+urbains+de+coh%C3%A9sion+sociale+(Cucs))

¹² Repères et références statistiques – DEPP, édition 2013, à la page 70

¹³ <http://www.datar.gouv.fr/sur-quels-criteres-ete-etabli-le-zonage>

¹⁴ <http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr>

Participation des enseignants, formateurs et autres adultes référents, selon la matière enseignée

	Lettres	Français/+ HG, Anglais ou ESC	Histoire- Géographie	Langues	ESC ¹⁵	Philosophie	Arts appliqués et plastiques	avec la certification "cinéma et audiovisuel"	documentation	Autres	TOTAL
Alsace	127	41	22	69	8	17	4	8	12	2	310
Aquitaine ¹⁶											535
Auvergne	89	63	15	9	14	8	11	4	11	17	241
Bourgogne	87	24	13	5	17	6	4	4	18	5	183
Bretagne	138	124	17	15	9	12	2	3	3	31	354
Centre	158	92	27	38	12	12	12	11	28	53	443
Champagne- Ardenne	105	0	35	29	12	5	4	5	3	4	202
Corse	8	10	2	2	0	3	1	3	3	8	40
Franche-Comté ⁵											378
Guadeloupe											nc
Guyane											nc
Ile de France	728	308	190	236	6	34	50	0	114	202	1 868
Languedoc- Roussillon	86	47	14	7	9	4	7	3	2	46	225
Limousin	44	40	4	4	14	1	1	0	5	2	115
Lorraine	74	51	25	27	5	3	7	3	23	5	223
Mayotte											nc
Midi-Pyrénées	293	150	11	8	29	9	4	9	4	16	533
Nord pas de Calais	221	133	41	34	24	7	10	6	24	27	527
Basse- Normandie	117	77	20	10	19	10	8	8	10	25	304
Haute- Normandie ⁵											550
Pays de la Loire	162	127	32	33	16	17	5	21	14	21	448
Picardie	121	86	13	12	15	11	7	5	32	29	331
Poitou- Charentes	131	68	48	46	8	12	21	5	47	6	392
Provence Alpes Côtes d'Azur	308	160	48	72	13	25	21	18	25	88	778
La Réunion											nc
Rhône-Alpes ⁵											966
TOTAL des inscrits	2 997	1 601	577	656	230	196	179	116	378	587	9 946

¹⁵ L'Education Socioculturelle est une particularité proposée dans les établissements d'enseignement agricole en France.

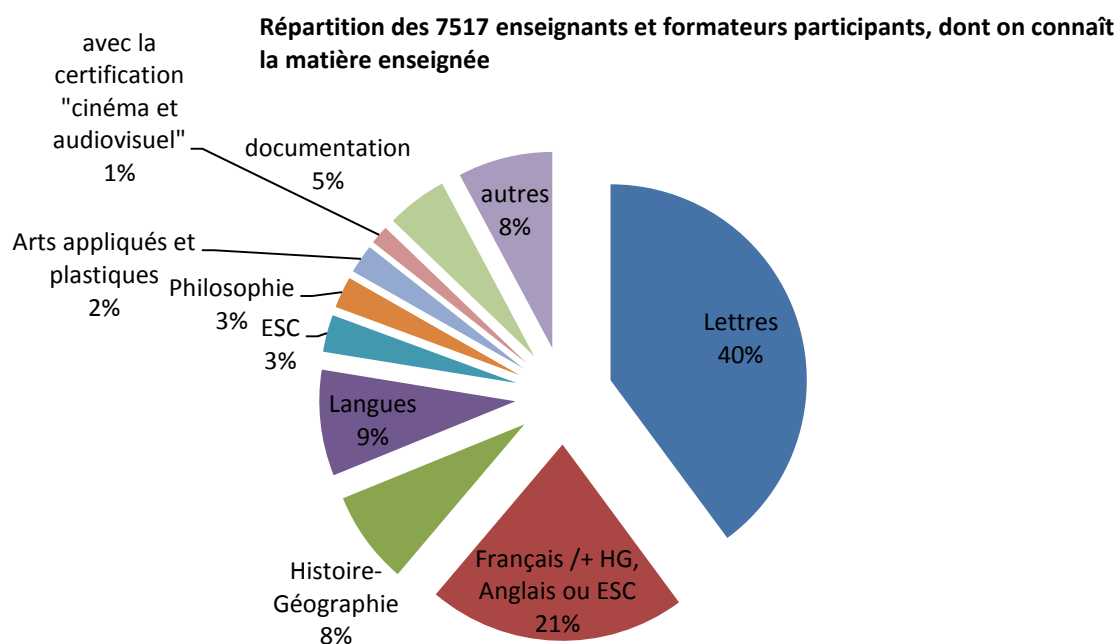
¹⁶ Ces régions n'ont pas, pour l'année 2012-2013, le détail des enseignants participants par matière enseignée.

9 946 enseignants, formateurs et autres référents sont engagés dans l'accompagnement du dispositif *Lycéens et apprentis au cinéma* dans l'ensemble des régions participantes, sans compter les départements d'outre-mer qui ne nous ont pas communiqué ces données **pour 2012-2013**, soit 2.5% d'enseignants et formateurs de plus qu'en 2011-2012.

Les 7 517 enseignants et formateurs pour lesquels les coordinations nous ont précisé la matière enseignée se répartissent comme suit :

- 40% sont enseignants de Lettres
- 21% sont enseignants de Français et d'Histoire-Géographie, Anglais ou Education Socioculturelle
- 9% sont enseignants de Langues
- 8% sont enseignants d'Histoire-Géographie
- 5% sont professeurs-documentalistes
- 3% sont enseignants de Philosophie
- 3% sont enseignants d'Education Socioculturelle
- 2% sont enseignants d'Arts appliqués et plastiques
- 1% des enseignants référents ont la certification « cinéma et audiovisuelle »
- 8% des adultes référents enseignent des matières très diverses : mathématiques et Science et vie de la terre, Science économique et sociale, Sciences physiques, EPS, technologie, biotechnologie, informatique, communication, vente, bureautique, management, secrétariat, commerce et comptabilité, gestion, coiffure, électronique, logistique.

Participent également des Conseillers principaux d'éducation, des personnels administratifs, une personne d'une direction, des éducateurs, des animateurs culturels, et également un adulte encadrant des « cours » de culture religieuse.



Participation des élèves et apprentis par type d'études et niveaux

	classe de seconde	classe de première	classe de terminale	Apprentis (BEP, CAP...)	Niveau post-bac	Autres	TOTAL des participants
Alsace	4548	2851	1130	150	114	0	8 793
Aquitaine ¹⁷							11 908
Auvergne	3789	1879	1215	160	358	229	7 630
Bourgogne	3355	1780	937	298	347	54	6 771
Bretagne	6512	3827	1998	484	315	70	13 206
Centre	5848	3523	1550	370	974	34	12 299
Champagne- Ardenne	3292	1172	1056	980	456	283	7 239
Corse	299	328	191	0	0	0	818
Franche- Comté ¹⁶							10 682
Guadeloupe ¹⁶							975
Guyane	nc						
Ile de France	19255	11003	7989	2422	1705	0	42 374
Languedoc- Roussillon	3512	1964	1165	20	146	33	6840
Limousin ¹⁶							3 951
Lorraine	2937	1851	785	298	17	0	5 888
Mayotte	150	0	1450	0	0	0	1 600
Midi-Pyrénées	9199	4290	1823	351	546	322	16 531
Nord pas de Calais	6762	3263	2108	685	0	0	12 818
Basse- Normandie	5536	1578	1221	207	537	303	9 382
Haute- Normandie ¹⁶							6 295
Pays de la Loire	7165	3858	2507	567	253	172	14 522
Picardie	3642	3169	1569	398	239	54	9 071
Poitou- Charentes	5501	3191	1564	137	0	0	10 393
PACA	8042	7229	3123	913	174	111	19 592
La Réunion ¹⁶							4 995
Rhône-Alpes	14175	6304	9765	726	738	574	32 282
TOTAL des inscrits	113 519	63 060	43 146	9 166	6 919	2 239	276 855

¹⁷ Coordinations qui n'ont pas été en mesure de nous transmettre la répartition des inscrits par niveau d'étude. Il s'agit de l'Aquitaine, la Franche-Comté, la Guadeloupe, le Limousin, la Haute-Normandie et La Réunion.

276 855 élèves et apprentis ont participé au dispositif en 2012-2013, soit 11 334 de plus qu'en 2011-2012 (+ 4.3%). Toutefois cette augmentation est à relativiser car 7 570 participants sont inscrits dans les territoires d'outre-mer qui n'avaient pas été pris en compte dans le bilan précédent (pour cause de données non transmises). Si nous ôtons cette donnée-là, nous obtenons un différentiel de seulement 3 734 participants de plus (soit une augmentation de 1.4%).

Les 238 049 élèves et apprentis pour lesquels nous avons le détail quant à leur niveau d'étude se répartissent comme suit :

113 519 élèves de classe de seconde (- 5.9% par rapport à 2011-2012)

63 060 élèves de classe de première (+0.9%)

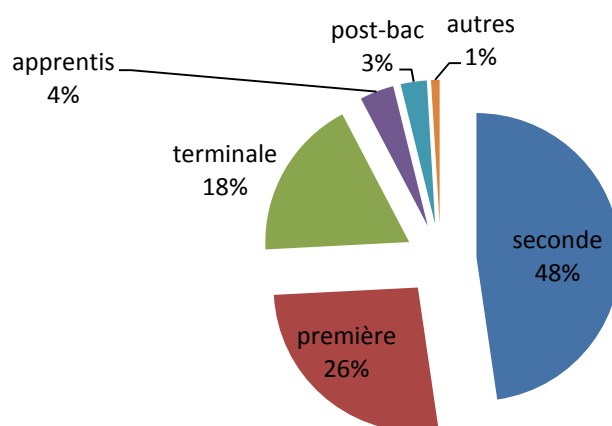
43 146 élèves en classe de terminale (+ 11.6%)

9 166 apprentis (-0.3%)

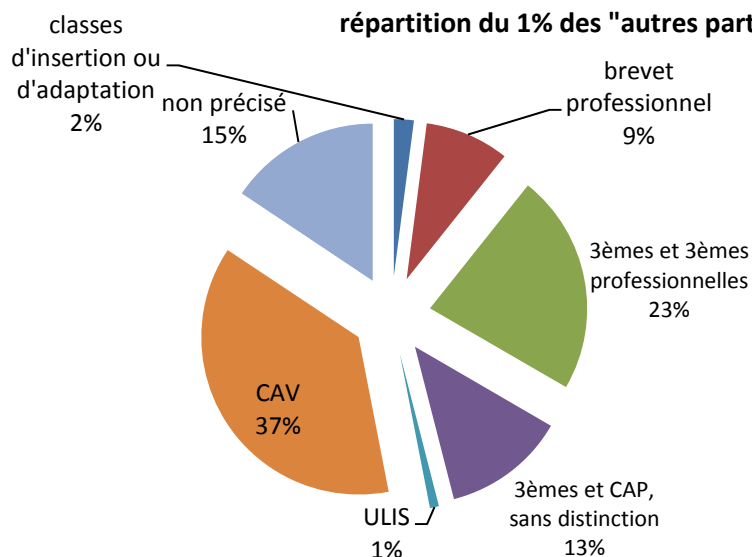
6 919 élèves en post-bac (+10.4%)

2 239 participants classés dans autres (-15.8%), parmi lesquels il y a 70 élèves en 3^{ème} et classe d'insertion MGI en Bretagne, 283 élèves de 3^{ème} et CAP en Champagne-Ardenne, 17 élèves de BTS en Lorraine, 322 élèves de 3^{ème} ou en classe d'adaptation en Midi-Pyrénées, 264 élèves en option CAV obligatoires et facultatives, 18 en brevet professionnel, 11 en brevet métiers et 10 en ULIS en Basse-Normandie, 47 élèves en 3^{ème} professionnel, 101 en BP 1 et 24 en BP 2 en Pays de la Loire, 54 élèves en brevet professionnels ou classe d'insertion sociale et professionnelle en Picardie, 111 élèves de classes de 3^{èmes} et 1 classe ULIS en Provence Alpes Côtes d'Azur et 574 élèves de sections CAV en Rhône-Alpes. A cela s'ajoute 350 élèves pour lesquels aucune répartition ne nous a été précisée.

répartition des 238 049 participants pour lesquels les coordinations nous ont précisé le niveau d'études



répartition du 1% des "autres participants"



Participation des élèves et apprentis par établissements fréquentés

	LEGT		LP		Lycées Polyvalents		LEGTA / LPA		CFA		Autres	TOTAL
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé		
Alsace	5 324	210	2 053	112	707	0	112	125	150	0	0	8 793
Aquitaine	8001		2099		1277		407		68		56	11 908
Auvergne	3 383	80	1 569	274	1 236	218	599	111	0	160	0	7 630
Bourgogne	2 507	196	582	98	2 354	205	593	0	80	0	156	6 771
Bretagne	5 224	1 716	2 903	872	661	123	237	986	45	439	0	13 206
Centre	5 595	820	2 239	103	2 203	414	426	164	158	161	16	12 299
Champagne -Ardenne	3 892	379	2 544	162	0	0	112	73	77		0	7 239
Corse	333	60	172	0	253	0	0	0	0	0	0	818
Franche- Comté	5 712	326	3 053	508	298	0	386	98	231	0	70	10 682
Guadeloupe Guyane	695	0	0	0	280	0	0	0	0	0	0	975
Ile de France	21 544	3 672	4 557	992	8 191	787	140	17	1 826	648	0	42 374
Languedoc- Roussillon	1 927	228	1 090	72	2 474	327	567	102	20	0	33	6 840
Limousin	1 791	27	1 022	74	605	0	387	0	0	0	45	3 951
Lorraine	2 471	602	2 159	260	0	0	81	0	298	0	17	5 888
Mayotte	150	0	0	0	1 450	0	0	0	0	0	0	1 600
Midi- Pyrénées	8 330	1 417	2 780	143	2 158	0	744	608	213	38	100	16 531
Nord pas de Calais	3 940	1 223	3 920	670	1 659	0	332	389	195	490	0	12 818
Basse- Normandie	4 662	259	1 392	112	1 742	265	471	286	45	148	0	9 382
Haute- Normandie	2 705	704	1 751	137	0	0	532	127	339	0	0	6 295
Pays de la Loire	5 568	582	1 331	663	3 827	1 073	637	458	0	383	0	14 522
Picardie	1 940	484	1 882	87	2 810	770	495	149	187	122	145	9 071
Poitou- Charentes	5 944	88	3 171	0	621	93	314	0	137	0	25	10 393
Provence Alpes Côtes d'Azur	9 493	717	4 467	941	2 279	285	387	27	570	343	83	19 592
La Réunion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 995
Rhône- Alpes	19 935	3 634	4 205	2 743	0	0	711	507	330	0	217	32 282
TOTAL des inscrits	131 066	17 464	50 941	9 023	37 085	4 560	8 670	4 227	4 969	2 932	963	276 855

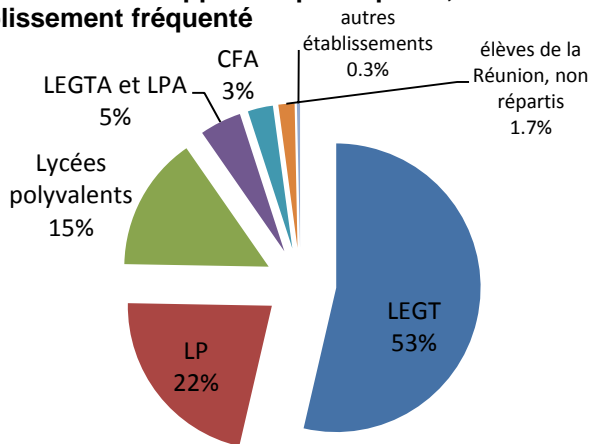
NB : quand les coordinations nous indiquent la nature des établissements concernés sans préciser s'ils font partie de l'enseignement public ou privé les données transmises sont comptabilisées avec les établissements de l'enseignement public.

On constate une hausse de plus de 4% par rapport au nombre d'élèves et apprentis inscrits en 2011-2012, alors que le bilan 2011-2012 faisait état d'une baisse de 5% des participants entre 2010-2011 et 2011-2012.

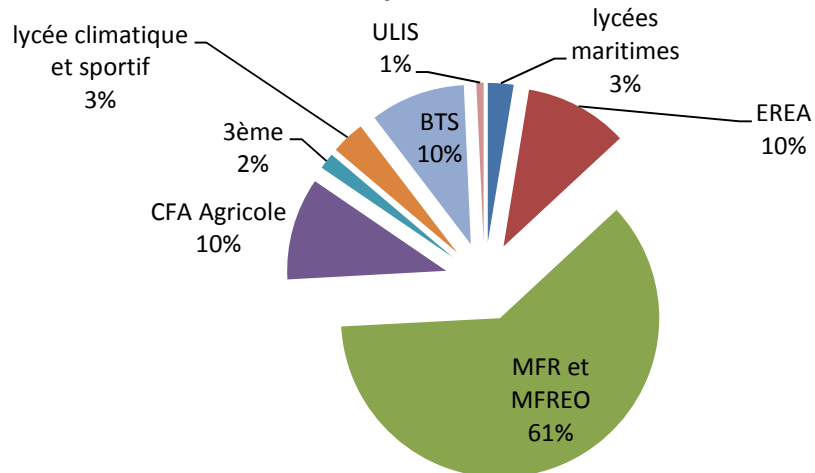
Les 276 855 élèves et apprentis qui ont participé au dispositif en 2012-2013 se répartissent comme suit :

- 148 490 élèves de LEGT (+0.9% par rapport à 2011-2012)
- 59 964 élèves de LP (-9.8%)
- 41 645 élèves de Lycées polyvalents (+ 39%)
- 12 897 élèves de LEGTA et LPA (+2%)
- 7 901 apprentis de CFA (-2.3%)
- 4 995 élèves inscrits à La Réunion, non répartis selon le type d'établissements fréquentés
- 963 élèves d'autres établissements (-21.3%), parmi lesquels on trouve :
 - 25 élèves de lycées maritimes (en Poitou-Charentes)
 - 101 élèves en EREA (Aquitaine et Limousin)
 - 588 élèves de MFR et MFREO (Bourgogne, Franche-Comté, Picardie et Rhône-Alpes)
 - 100 élèves en CFA Agricole (en Midi-Pyrénées)
 - 16 élèves de 3^{ème} (en région Centre)
 - 33 élèves d'un lycée climatique et sportif (en Languedoc-Roussillon)
 - 93 élèves de BTS (Lorraine et Provence-Alpes Côtes d'Azur)
 - 7 élèves d'ULIS (Provence-Alpes Côtes d'Azur)

répartition des élèves et apprentis participants, selon l'établissement fréquenté



répartition des élèves classés dans "autres"



Les répartitions selon le type d'établissements fréquentés ont quelques peu évolué depuis le bilan 2010-2011. Notamment en ce qui concerne la participation des élèves de lycées polyvalents, la proportion a augmenté de 4% au détriment de celle des LEGT et des LP (-3% chacun). Cela s'explique par le fait que les coordinations sont plus nombreuses à pouvoir obtenir, auprès de leur rectorat, les chiffres des lycées polyvalents.

Pourcentage de participation des lycéens et apprentis au dispositif.

	Nombre d'élèves participants au dispositif	Nombre de lycéens et apprentis inscrits dans la Région	Pourcentage de participation
Alsace	8 793	76 392	11.51 %
Aquitaine	11 908	128 715	9.25%
Auvergne	7 630	49 479	15.42%
Bourgogne	6 771	51 024	13.27%
Bretagne	13 206	154 000	8.58%
Centre	12 299	103 269	11.91%
Champagne-Ardenne	7 239	61 497 *	11.77%
Corse	818	8 874	9.22%
Franche-Comté	10 682	56 950 *	18.76%
Guadeloupe	975	21 929 **	4.45%
Guyane	nc		
Ile de France	42 374	512 784	8.26%
Languedoc-Roussillon	6 840	116 008	5.90%
Limousin	3 951	27 880 *	14.17%
Lorraine	5 888	93 095	6.32%
Mayotte	1 600	12 876	12.43%
Midi-Pyrénées	16 531	131 250	12.60%
Nord pas de Calais	12 818	179 652	7.13%
Basse-Normandie	9 382	64 337	14.58%
Haute-Normandie	6 295	78 951	7.97%
Pays de la Loire	14 522	167 070	8.69%
Picardie	9 071	81 787	11.09%
Poitou-Charentes	10 393	79 208	13.12%
Provence Alpes Côtes d'Azur	19 592	218 750 **	8.96%
La Réunion	4 995	47 108 **	10.60%
Rhône-Alpes	32 282	291 016 **	11.09%
TOTAL des inscrits	276 855	2 813 901	9.84%

* Chiffres du bilan 2011-2012

**Chiffres trouvés sur le site de l'ARF, Observatoire des politiques régionales

Etablissements cinématographiques partenaires

	Nombre de cinémas partenaires du dispositif	...dont salles « Art et Essai »	...dont circuits itinérants / points de diffusion	TOTAL sans circuits itinérants	Données CNC ¹⁸	% de participation ¹⁹
Alsace	23	16	2 / 4	21	32	65.63%
Aquitaine	39	31	0	39	125	31.20%
Auvergne	22	16	2 / 3	20	43	46.51%
Bourgogne	26	17	1 / 1	25	55	45.45%
Bretagne	41	24	1 / 1	40	123	32.52%
Centre	30	27	2 / 2	28	69	40.58%
Champagne-Ardenne	18	9	1 / 4	17	27	62.96%
Corse	6	4	0	6	19	31.58%
Franche-Comté	23	16	1 / 21	22	42	52.38%
Guadeloupe	5	0	1 / 2	4		
Ile de France	161	149	0	161	309	52.10%
Languedoc-Roussillon	34	22	1 / 3	33	81	40.74%
Limousin	18	16	0	18	28	64.29%
Lorraine	24	20	0	24	59	40.68%
Midi-Pyrénées	51	44	1 / 1	50	134	37.31%
Nord pas de Calais	42	23	1 / 2	41	65	63.08%
Basse-Normandie	21	21	1 / 2	20	63	31.75%
Haute-Normandie	33	18	0	33	43	76.74%
Pays de la Loire	43	36	2 / 2	41	127	32.28%
Picardie	29	13	0	29	46	63.04%
Poitou-Charentes	32	29	1 / 1	31	72	43.06%
PACA	56	41	1 / NC	55	182	30.22%
La Réunion	24	0	0	24		
Rhône-Alpes	99	80	1 / 1	98	291	33.68%
TOTAUX	871	672	19 / 48	852	2035	41.82%

NB : Les 29 établissements de la Guadeloupe et de La Réunion ne sont pas comptabilisés dans le total, car ils ne sont pas pris en compte par la Géographie du cinéma.

¹⁸ Géographie du cinéma 2013 – les dossiers du CNC n°327

¹⁹ Les pourcentages de participation ne tiennent pas compte de la participation des circuits itinérants, non comptabilisé dans la géographie du cinéma.

41.82 % des 2 035 établissements cinématographiques actifs de la métropole²⁰ participaient au dispositif en 2012-2013

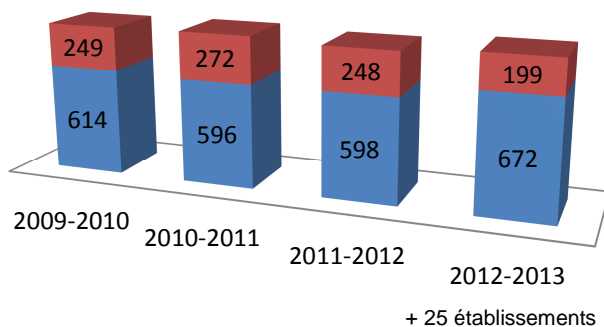
Si nous intégrons les établissements cinématographiques qui ont accueilli les dispositifs dans les DOM-ROM, nous obtenons un total de 900 établissements et circuits itinérants qui ont accueilli les séances *Lycéens et apprentis au cinéma* en 2012-2013.

Sur ces 900 établissements, on compte :

- 672 établissements classés Art et essai. Ce qui représente 59,7% des établissements classés.
- 310 établissements mono-écran, soit 17 de plus qu'en 2011-2012
- 48 points de diffusion de 19 circuits itinérants
- 29 établissements d'outre-mer, dont 1 circuit itinérant avec 2 points de diffusion

Evolution du nombre et du "type" d'établissements cinématographiques métropolitains partenaires

- autres établissements cinématographiques
- établissements cinématographiques classés "Art et essai"



Par rapport à 2011-2012, on constate une hausse de 3% du nombre d'établissements cinématographiques associés au dispositif.

Le nombre d'établissements classés Art et essai engagés dans l'accueil de séances *Lycéens et apprentis au cinéma* a quant à lui augmenté de 12,4% (74 établissements de plus).

Il est également important de noter que le nombre d'établissements mono-écran accueillant le dispositif est en hausse de près de 6%. Cette information nous interroge quant à la capacité de ces salles à recevoir davantage de séances et d'élèves.

L'évolution de la participation des circuits itinérants est également à souligner. En 2012-2013 il y a eu 2 circuits itinérants de plus qu'en 2011-2012 partenaires du dispositif et surtout 23 points de diffusion de plus, soit une augmentation de 78%.

²⁰ Les établissements d'outre-mer ne sont pas comptabilisés dans la géographie du cinéma réalisée par le CNC.

Nombre moyen de séances par élève et apprenti inscrit

	Nombre de cinémas partenaires	Entrées réalisées - liste nationale	Entrées réalisées - liste régionale	Total des entrées réalisées	Total des élèves participants	nombre moyen de séances par élève
Alsace	23	13 709	6 662	20 371	8 793	2.32
Aquitaine	39	18 066	5 132	23 198	11 908	1.95
Auvergne	22	19 131	/	19 131	7 630	2.51
Bourgogne²¹	26	16 928	/	16 928	6 771	2.50
Bretagne	41	23 877	4 065	27 942	13 206	2.12
Centre	30	20 562	9 805	30 367	12 299	2.47
Champagne-Ardenne²¹	18	18 098	/	18 098	7 239	2.50
Corse	6	958	/	958	818	1.17
Franche-Comté	23	18 818	5 549	24 367	10 682	2.28
Guadeloupe	5	1 199	/	1 199	975	1.23
Guyane						
Ile de France	161	117 930	4 984	122 914	42 374	2.90
Languedoc-Roussillon	34	10 436	3 793	14 229	6 840	2.08
Limousin²¹	18	9878	/	9 878	3 951	2.50
Lorraine	24	14 336	/	14 336	5 888	2.43
Mayotte	0	4 000	/	4 000	1 600	3.00
Midi-Pyrénées	51	37 244	/	37 244	16 531	2.25
Nord pas de Calais	42	30 225	9 821	40 046	12 818	3.12
Basse-Normandie	21	22 591	/	22 591	9 382	2.41
Haute-Normandie	33	13 479	/	13 479	6 295	2.14
Pays de la Loire	43	28 889	5 777	34 666	14 522	2.39
Picardie	29	19 313	/	19 313	9 071	2.13
Poitou-Charentes	32	22 717	3 872	26 589	10 393	2.56
Provence Alpes Côtés d'Azur²¹	56	42970	6010	48 980	19 592	2.50
La Réunion	24	12 954	/	12 954	4 995	2.59
Rhône-Alpes	99	48 775	25 430	74 205	32 282	2.30
TOTAUX	900	587 082 ²²	90 900	677 982	276 855	2.45

²¹ Ces coordinations n'étaient pas en mesure de nous communiquer le nombre d'entrées réalisées. Nous avons choisi pour obtenir une donnée proche de la réalité de multiplier par 2,5 le nombre d'élèves inscrits au dispositif dans ces régions. 2,5 étant le nombre moyen de séances auxquelles ont assisté le total des élèves inscrits.

²² Sont comptabilisées ici les entrées réalisées sur les films *Collège au cinéma* (cf. programmation de La Guadeloupe et de Mayotte en annexe 2, page 58), soit 3868 entrées.

Chaque élève ou apprenti inscrit assiste en moyenne à 2,45 séances dans l'année

Cette moyenne nationale est la somme de résultats très contrastés. Selon les régions les moyennes oscillent entre 1.17 et 3.12 séances par élève inscrit.

Plusieurs coordinations proposent une organisation spécifique en direction des lycéens de LP et des apprentis. C'est le cas des coordinations de l'Aquitaine, du Languedoc-Roussillon et de la Picardie. Cela explique la majorité du temps que leur moyenne de séances par élève soit plus basse que la moyenne nationale.

La coordination de la Haute-Normandie étend, quant à elle, cette spécificité de n'imposer que 2 films à certaines classes inscrites, aux classes de 1^{ère} et terminale.

A contrario, la moyenne de séances par élève inscrit de la coordination du Nord pas de Calais est supérieur à 3, cela s'explique par le fait que cette coordination demande aux LEGT qui s'inscrivent de voir 4 films, les autres établissements ont, quant à eux, le choix d'en voir 3 ou 4.

Un résultat plus faible d'une année sur l'autre peut également être dû aux annulations de dernière minute dû aux intempéries (situations vécues en Picardie). Ce sont également parfois les films de la programmation qui, n'emportant pas l'adhésion de l'ensemble des enseignants, voient leurs entrées réalisées beaucoup plus faibles que les entrées prévues. C'est le cas en Bretagne avec *Deep End* pour lequel, même lorsqu'un accompagnement était proposé par la coordination, certains enseignants ont indiqué qu'ils ne voulaient pas prendre la décision d'emmener les élèves voir le film.

Points forts et points faibles soulevés par les coordinations régionales à propos...

... des copies DCP mises à la disposition des coordinations, et des KDM

La grande majorité des coordinations continue de souligner le bénéfice lié à la souplesse de programmation des projections en numérique. Il est notamment plus facile d'organiser des séances supplémentaires en cas d'annulation (météo, transport...).

Une coordination salue l'excellente qualité des projections numériques, qualité qui était plus difficile à garantir avec des copies 35mm qui circulaient sur tout le territoire et étaient montées et démontées très souvent, même si les Cinébox limitaient les manipulations.

Cependant, plusieurs coordinations nous ont indiqué qu'il est nécessaire d'être beaucoup plus vigilant sur le respect du calendrier de circulation des DCP entre les salles qu'elles ne l'étaient avec les copies 35mm. Les DCP, qui encombrant moins les cabines que les anciennes copies 35mm, sont parfois « oubliés » dans un coin. Par ailleurs, la multitude des moyens de transport existants pour les DCP complique leur suivi. Il suffit qu'une salle omette d'informer la coordination de la bonne réception du DCP, ou de son envoi dans la salle suivante, pour que la coordination ne sache plus où se trouve le disque. D'ailleurs il est fréquent que les coordinateurs nous fassent part d'un DCP perdu, alors que la perte d'une copie 35mm était rarissime.

Ces moyens de transport moins contraignants ont un autre défaut, les coordinations déplorent assez régulièrement des casses de disques ou la perte des câbles nécessaires au branchement des disques sur les serveurs des salles. La question de la mise en circulation de mallette rigide ou l'utilisation de disques durs « durcis » peut alors se poser. Le plus souvent, ce sont dans des cartons plus ou moins bien protégés que les coordinations réceptionnent les disques durs.

... des séances

Le bilan 2012-2013 ne déroge pas à la règle, certaines projections ont pâti de l'incivilité de quelques lycéens pas toujours préparés à assister à une séance *Lycéens et apprentis au cinéma*. Seule la mise en place d'un accueil et d'une présentation systématique du contexte des séances pourraient permettre de limiter de tels comportements.

La programmation

Sur 674 114 entrées, 583 217²³ ont été réalisées sur les différents titres de la liste nationale du dispositif, soit une augmentation de 10.4%

36 films²⁴ ont été programmés sur les 51 proposés

Analyse de la liste des 51 films (cf. liste en annexe 1, page 52)

Entre 2011-2012 et 2012-2013, 17 films ont été retirés de la liste. Il s'agit de titres non programmés depuis longtemps et/ou pour lesquels les éléments nécessaires à la numérisation n'étaient pas disponibles. Cela a quelque peu déséquilibré la liste mais les membres de l'Instance nationale de concertation s'appliquent depuis à intégrer des nouveaux titres dont les nationalités, les genres... compensent ces manques.

Recommandation des films de la liste

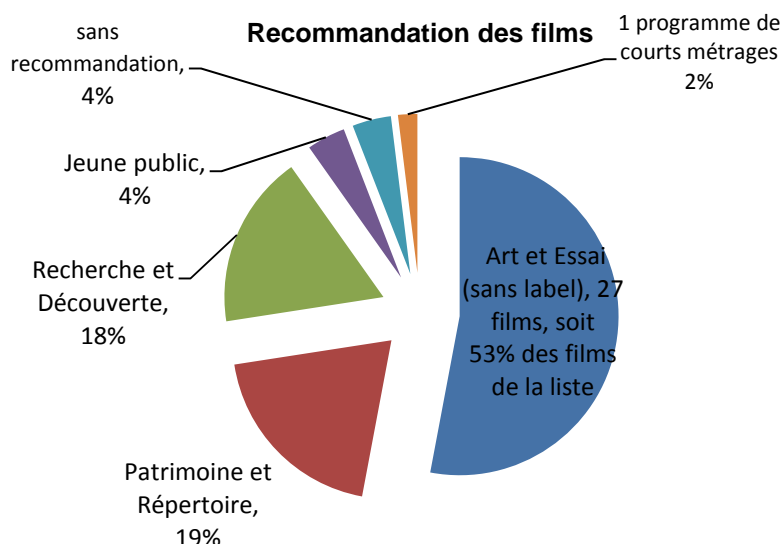
48 films de la liste 2012-2013 *Lycéens et apprentis au cinéma* bénéficient de la recommandation Art et Essai, ce qui représente près de 96% du corpus.

Seuls 2 films ne sont pas recommandés Art et Essai, il s'agit de *La Famille Tenenbaum* de Wes Andersen et *Starship Troopers* de Paul Verhoeven.

Le programme de courts métrages n'est pas comptabilisé dans ce calcul car seul le film d'Henri-François Imbert, *Sur la plage de Belfast* est recommandé Art et Essai, les deux autres films n'ayant pas fait l'objet d'une sortie en salle.

Sur les 48 titres recommandés Art et Essai, 21 ont obtenu un label :

- 10 films sont recommandés « Patrimoine et Répertoire »
- 9 films sont recommandés « Recherche et Découverte »
- 2 films sont recommandés « Jeune public »



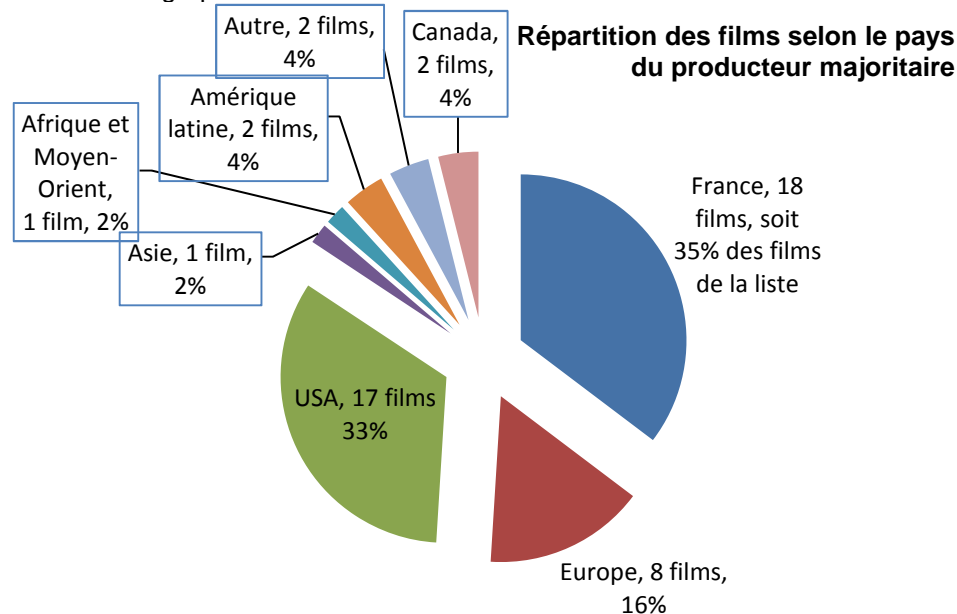
²³ Les entrées réalisées sur les titres *Collège au cinéma* ne sont ici pas comptabilisées

²⁴ est ici pris en compte la programmation de la Guyane

Les « critères » d'analyse présentés ci-dessous sont ceux que l'Instance nationale de concertation prend en compte lors du choix des nouveaux titres, au-delà de l'intérêt cinématographique de chacun des films proposés, afin de maintenir une liste équilibrée qui soit le reflet du cinéma dans sa plus grande diversité.

Des cinématographies différentes

Au fur et à mesure du travail avec les membres de l'Instance nationale de concertation nous nous sommes rendu compte qu'il était important d'effectuer, pour chacun des films proposés, une distinction entre le pays producteur majoritaire et ce que nous donne à voir le film. Le deuxième critère étant plus révélateur des cinématographies différentes.



La répartition des films proposés dans la liste 2012-2013, selon le pays producteur majoritaire, a évolué par rapport à celle de la liste 2011-2012.

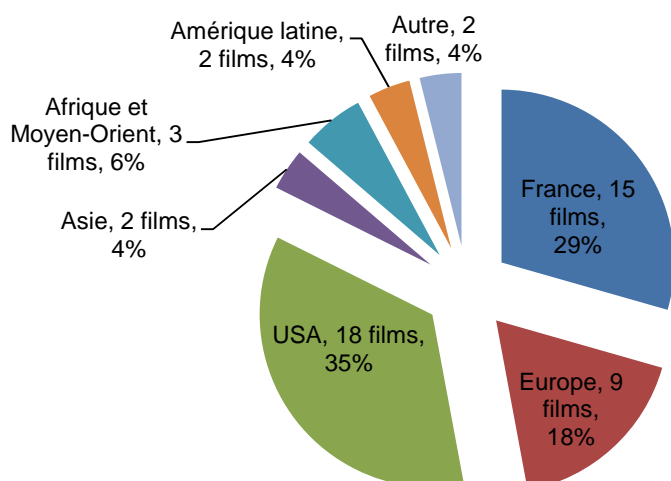
L'évolution principale est la baisse du nombre de films proposés du fait de l'impossibilité de numériser certains titres. En effet, en 2012-2013, nous avons fait le choix de ne maintenir dans la liste que les titres numérisés ou pour lesquels on attendait encore des confirmations quant à la possibilité de les numériser. Alors qu'en 2011-2012 la liste comportait 60 films, elle n'en comportait en 2012-2013 plus que 51.

Sur ce corpus réduit, nous notons :

- une baisse de 2% de la représentation des films français²⁵
- une baisse de 4% des films européens
- une hausse de 5% des films américains
- une baisse de 3% des films asiatiques
- une hausse de 14% des films de l'ensemble des autres cinématographies

²⁵ Est comptabilisé comme film français tout film agréé que ce soit avec une production majoritairement ou minoritairement française

Répartition des films selon la culture que le film propose de faire "découvrir"



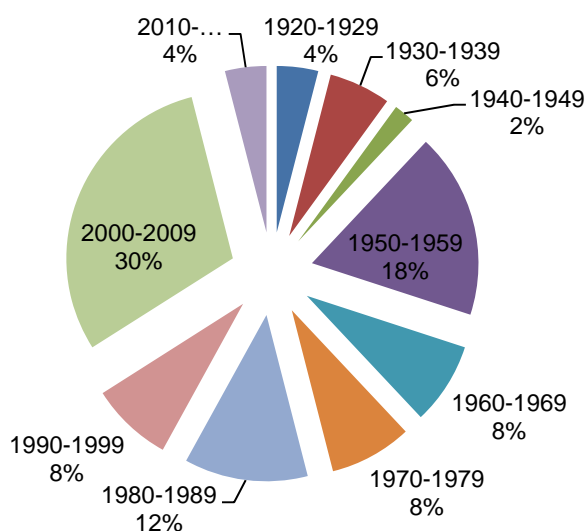
La répartition des films proposés dans la liste 2012-2013, selon la culture que le film propose de faire « découvrir », a évolué par rapport à celle de la liste 2011-2012.

Sur ce nouveau corpus, nous notons :

- une baisse de 1% de la représentation des films français
- une baisse de 2% des films européens
- une hausse de 5% des films américains
- une baisse de 7% des films asiatiques
- une hausse de 3% des films de l'ensemble des autres cinématographies

La part des films des pays européens et américains reste sensiblement la même que l'on étudie la liste selon l'un ou l'autre des critères pris en compte. Par contre, la part des films français est plus importante (+ 6 points²²) lorsque l'on applique le critère très objectif du pays producteur majoritaire, alors que celle des films d'Afrique et du Moyen-Orient est quant à elle divisée par 3, et celle des films d'Asie divisée par 2.

La complémentarité des films proposés dans la liste nationale passe aussi par **l'année de réalisation des films**.



²² La différence était de 7 points sur la liste 2011-2012

Ainsi les 50 films de longs métrages se répartissent comme suit :

- 15 films produits dans les années 2000
- 9 films produits dans les années 50
- 6 produits dans les années 80
- 4 produits dans les années 60
- 4 produits dans les années 70
- 4 produits dans les années 90
- 3 produits dans les années 30
- 2 produits dans les années 20
- 2 produits après 2010
- 1 film produit dans les années 40

Quant au programme composé de 3 films de court métrage, un des films a été réalisé en 1996 et les 2 autres en 2007.

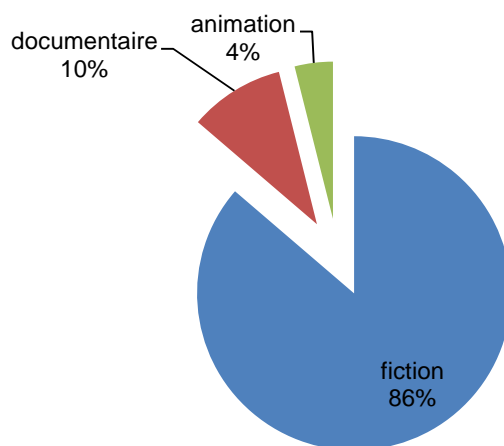
Nous pouvons noter que chaque décennie à partir de 1920 est représenté par plus d'un film. Il y a certainement un travail à mener sur « les Pionniers du cinéma ».

Chaque année l'INC s'attache également à conserver un équilibre parmi les « modes d'expressions » choisis par les réalisateurs de chacun des films proposés.

Avec 44 films sur 51²⁶, la fiction domine très largement la programmation dans toute sa diversité de genre : drame, fantastique, comédie..., même si le rapport avec le documentaire et l'animation se réduit par rapport à 2011-2012 (- 4 points).

La catégorie « animation » est représentée par le documentaire d'Ari Folman, *Valse avec Bachir* et par l'œuvre collective *Peur(s) du noir*. On aurait pu ajouter à ces deux titres le film de court métrage de Sandrine Stoïanov qui use des techniques de l'animation pour son documentaire, *Irinka et Sandrinka*. Mais nous avons fait le choix de classer les trois films du programme « Doc(s) en cour(t)s » dans une seule catégorie, celle du documentaire.

Les cinq documentaires *Entre nos mains* de Mariana Otero, *Grizzly man* de Werner Herzog, *L'homme à la caméra* de Dziga Vertov, *S21, la machine de mort Khmère rouge* de Rithy Panh et le programme « Doc(s) en cour(t)s »²³ sont, représentatifs de la diversité des genres qu'offre ce mode d'expression.



²⁶ Le programme de 3 films de court métrage est ici comptabilisé comme un film.

²³ Doc(s) en cour(t)s : *Sur la plage de Belfast* d'H.-F. Imbert, *200 000 fantômes* de J.-G. Périot et *Irinka et Sandrinka* de S. Stoïanov

Entrées des films de la liste nationale

Année d'entrée dans le dispositif	Titre du film	Réalisateur	Nombre de régions ayant programmé le film	Nombre d'entrées réalisées
2010	To be or not to be ²⁷	Ernst Lubitsch	6	82196
2012	Raging bull ²⁶	Martin Scorsese	3	46336
2012	Le Dictateur	Charles Chaplin	5	34378
2012	Entre nos mains	Mariana Otero	6	33876
2012	Daratt (saison sèche)	Mahamat-Saleh Haroun	2	32946
2011	Morse	Tomas Alfredson	7	32555
2011	A bout de course	Sydney Lumet	3	29900
2011	FishTank	Andrea Arnold	4	28255
2007	Starship Troopers	Paul Verhoeven	3	25401
2012	Tetro ²⁶	Francis Ford Coppola	3	21328
2009	La Cérémonie	Claude Chabrol	3	19722
2011	Conte d'été	Eric Rohmer	1	18890
2011	Le silence de Lorna ²⁶	Jean Pierre et Luc Dardenne	3	17549
2007	Tout sur ma mère ²⁶	Pedro Almodovar	2	17183
2011	French cancan ²⁶	Jean Renoir	2	13112
2011	Sparrow	Johnnie To	3	12983
2010	Les Demoiselles de Rochefort	Jacques Demy	3	12353
2007	Elephant ²⁶	Gus Van Sant	3	12096
2009	Grizzly man ²⁶	Werner Herzog	2	10753
2001	La soif du mal	Orson Welles	1	10235
2012	Deep End	Jerry Skolimovski	1	8415
2012	Incendies ²⁶	Denis Villeneuve	2	8144
2010	La mouche	David Cronenberg	3	8001
2005	Sueurs froides ²⁶	Alfred Hitchcock	1	7019
2011	Gloria ²⁶	John Cassavetes	1	6871
2008	La Famille Tenenbaum	Wes Anderson	1	6131
2005	Shining	Stanley Kubrick	1	5643
2008	Bled number one ²⁶	Rabat Ameer Zaimech	1	5415
2007	Le petit lieutenant ²⁶	Xavier Beauvois	1	5106
2010	Blow up	Michelangelo Antonioni	1	3518
2010	Peur(s) du noir	<i>Œuvre collective</i>	1	2748
2010	Doc(s) en courts	<i>programme de 3 films</i>	1	2580
2007	Mamma Roma ²⁶	Pier Paolo Pasolini	1	1330
2010	L'homme qui aimait les femmes	François Truffaut	1	246
2005	A bout de souffle	Jean-Luc Godard	1	nc
2006	Depuis qu'Otar est parti ²⁸	Julie Bertuccelli	1	nc
TOTAL	Des entrées réalisées			583 214 ²⁹

²⁷ Une des coordinations qui a programmé ce film n'a pas été en mesure de nous transmettre les entrées réalisées. Nous avons alors multiplié le nombre d'entrées prévues par 2.5 ce qui correspond au nombre moyen d'entrée par élève inscrit. Quant à la coordination de l'Île de France, elle indique que les entrées communiquées sont le résultat d'une estimation sur la base du taux d'absentéisme des élèves.

²⁸ Le film n'était plus dans la liste 2012-2013. Le CNC, ayant pu signer une convention avec le distributeur, n'a pas souhaité demander à la coordination de la Guyane de modifier sa programmation. Cette coordination était déjà défavorisée car elle n'a pu en 2012-2013 commencer le dispositif qu'au deuxième trimestre.

²⁹ Ne sont pas comptabilisées ici les entrées réalisées sur les films *Collège au cinéma* (cf. programmation de La Guadeloupe et de Mayotte en annexe 2, page 58), soit 3868 entrées, ni les entrées réalisées en Guyane, en effet la coordination ne nous a pas renvoyé le questionnaire bilan.

En 2012-2013 ce n'est pour une fois pas un film entrant dans le dispositif qui est le plus programmé. En effet, c'est le film *Morse*, intégré à la liste *Lycéens et apprentis au cinéma* en septembre 2011, qui a été programmé par 7 coordinations (cf. annexe 3, page 54).

Si l'on détaille la programmation en nombre de régions :

- 4 films sont programmés par 5 régions et plus.
- 1 film a été programmé dans 4 régions.
- 10 films sont programmés dans 3 régions.
- 5 films sont programmés dans 2 régions (dont 1 nouveau titre).
- 14 films sont programmés dans une seule région (dont 1 nouveau titre)

En 2012-2013, un nouveau titre n'a été programmé dans aucune région. Il s'agit de *Norteado* de Rigoberto Perezcano.

Pour relativiser ce constat il nous a été indiqué par les coordinations qu'il est difficile de défendre un film lors des comités de pilotage quand il n'est pas accessible en DVD. En effet, il est essentiel que les membres des comités de pilotage puissent, au même titre que les membres de l'Instance le font en amont, visionner les films de la liste nationale.

Le cas de la non-programmation de *Norteado* lors de sa première année de présence dans la liste est semble-t-il directement lié à cela. Quoiqu'il en soit, ce cas doit rester exceptionnel, il est admis depuis par l'ensemble des coordinations qu'il est essentiel que les choix effectués par l'Instance nationale de concertation soient défendus par les coordinateurs lors des comités de pilotage régionaux.

Sur les 36 films programmés de la liste du dispositif :

- 1 film réalise plus de 80 000 entrées (alors que l'année dernière le film le plus vu avait fait un peu moins de 60 000 entrées).
- 9 films réalisent entre 20 000 et 46 500 entrées.
- 10 films réalisent entre 10 000 et 19 800 entrées.
- 16 films réalisent entre 250 et 8 500 entrées (sont inclus ici les 2 films programmés en Guyane pour lesquels le nombre d'entrées ne nous a pas été communiqué).

54 893 entrées supplémentaires ont été réalisées sur les films de la liste nationale par rapport à 2011-2012.

En 2012-2013, 26 coordinations ont programmés 36 titres différents alors qu'en 2011-2012, 22 coordinations avaient programmés 37 titres différents.

La concentration des programmations sur un plus petit nombre de titres a été rendu possible avec l'arrivée du numérique car les coûts de fabrication des copies numériques sont moins élevés.

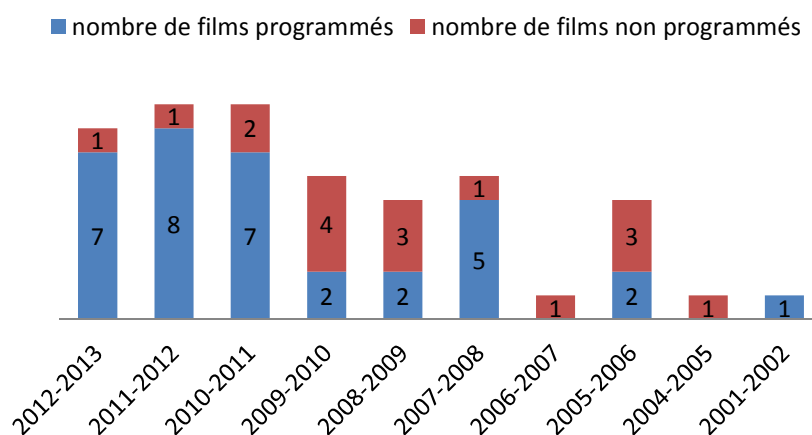
Le choix des coordinations, parmi les 51 films qui constituent la liste nationale

Le film le plus programmé en 2012-2013 est *Morse*, qui en deux années de présence dans la liste a été programmé par 11 coordinations (4 en 2011-2012 et 7 en 2012-2013).

To be or not to be et *Entre nos mains* ont quant à eux circulé dans 6 régions,

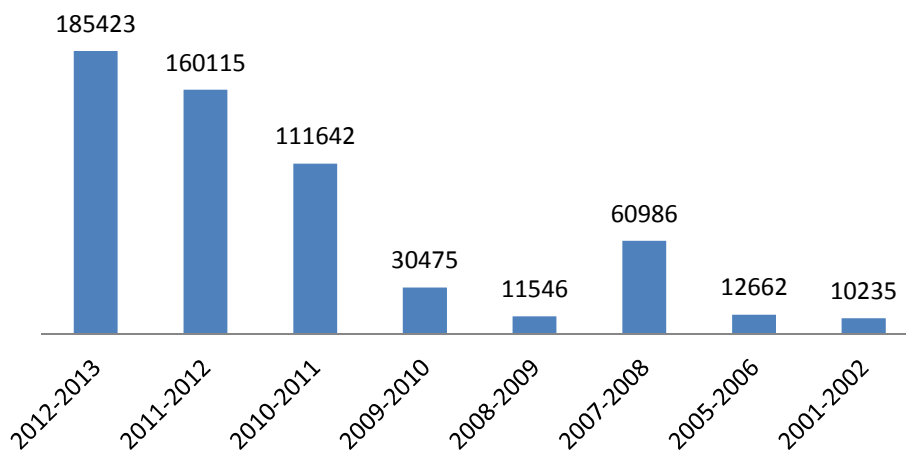
Les histogrammes ci-dessous montrent que ce sont les films entrés le plus récemment dans la liste nationale qui sont les plus programmés. D'ailleurs, il nous est souvent rapporté que les membres des comités de pilotage lors du choix de la programmation ne souhaitent pas programmer un film déjà proposé les années précédentes, alors même que les élèves ne sont plus les mêmes.

Programmation des 51 films de la liste nationale, selon leur année d'intégration dans la liste



Les films entrés le plus récemment dans la liste du dispositif génèrent davantage d'entrées que les autres. Près de 60% des entrées sont réalisées sur les 17 titres entrés en 2011-2012 et 2012-2013.

Nombre d'entrées réalisées par les films, selon leur année d'entrée dans la liste



Sur l'ensemble des 25 coordinations pour lesquelles nous sommes en mesure d'établir un bilan pour l'année scolaire 2012-2013, 12 (dont 2 travaillent pour toute ou partie de la programmation sur des titres *Collège au cinéma*, et 2 autres ont un film régional comme troisième film) proposent un programme unique de trois films à l'ensemble des classes inscrites. Les enseignants et formateurs qui participent au dispositif dans ces régions n'ont pas de choix de programmation à effectuer.

Dans trois autres régions le choix s'effectue parmi 4 ou 5 films de la liste nationale.

Tandis que les autres coordinations, au nombre de 9, proposent aux participants de découvrir au moins un film de long métrage ou un programme de films de court métrage choisi au niveau régional, et d'établir un choix de programmation parmi 4 à 10 films.

Entrées des films des listes régionales

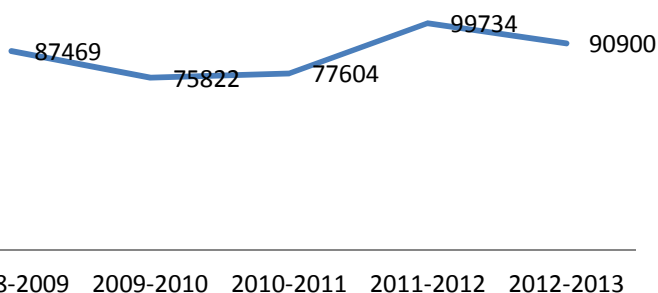
Région	Titres	Réalisateurs	Entrées réalisées	Les films ont-ils reçu une aide à la production de la région ?
Alsace	Au voleur	Sarah Leonor	6 662	oui
Aquitaine	Tous au Larzac	Christian Rouaud	5 132	non
Bretagne	17 filles	Delphine et Muriel Coulin		oui
Centre	- Programme intitulé "Documentaires ?"		9 453	non
	- Arrivée d'un train à La Ciotat	Production frères Lumière		
	- Concours de boules			
	- Kiel : Lancement du Fürst-Bismarck			
	L'Illusionniste	Alain Cavalier		
	Le Vampire	Jean Painlevé		
	Nue	Catherine Bernstein		
	Plastic and Glass	Tessa Joosse		
	Le Projet centrifugeuse cérébrale	Till Nowak		
	Une vie sauvage	Amanda Forbis et Wendy Tilby		
	- Programme courts métrages d'animation		352	non
	Le Petit chaperon rouge chauffé à blanc	Tex Avery		
	Harvie Krumpet	Adam Elliott		
	Fard	Luis Briceno		
	Planet Z	Momoko Seto		
	Jamais comme la première fois	Jonas Odell		
	Cameras take five	Steven Woloshen		
Franche-Comté	Comme un lion	Samuel Collardey	5 549	oui
Ile de France	Mafrouza - Oh la nuit !	Emmanuelle Demoris	4 984	oui
Languedoc-Roussillon	Armand, 15 ans l'été	Blaise Harrison	3 793	oui
Nord pas de Calais	Présumé coupable	Vincent Garenq	9 821	oui
Pays de la Loire	Broadway	Judith Josso	5 777	oui
Poitou-Charentes	Programme de courts métrages		3 872	
	Surfeurs	Julien Lucas		oui
	L'accordeur	Olivier Treiner		oui
	Father and Daughter	M. Dudok de Wit		non
	Nora	Askia Traoré		non
	Frozen stories	Grzegorz Jaroszuk		non
	Diane Wellington	Arnaud des Pallières		non
Provence Alpes Côte d'Azur	Nous, princesses de Clèves	Régis Sauder	6010	oui
Rhône-Alpes	- La grande illusion	Jean Renoir	7 611	non
	- Regarde les hommes tomber	Jacques Audiard	5 752	oui
	- À l'origine	Xavier Giannoli	5 553	oui
	- Hors-jeu	Jafar Panahi	6 514	non
TOTAL des entrées réalisées			90 900	

12 régions ont fait le choix d'une programmation régionale, 90 900 entrées ont été réalisées sur ces films.

En 2012-2013, 3 coordinations de plus qu'en 2011-2012 ont fait le choix de programmer des films en dehors de ceux proposés sur la liste nationale et pour lesquels le CNC passe des conventions avec les distributeurs. Alors même que nous notons dans le même temps une baisse de 9% des entrées réalisées sur ces films.

Ces 12 régions ont programmé 11 longs métrages, 1 moyen-métrage (*Armand, 15 ans l'été* de Blaise Harrison dure 50 minutes), 1 « 52 minutes » *Broadway*, et 3 programmes de 6 à 9 films. 21 films de court métrage ont été proposés dans le cadre de ces 3 programmes.

**évolution du nombre d'entrées réalisées
sur les films régionaux**



Part des films régionaux dans les programmations des coordinations

	2012-2013			2011-2012		
	Nombre de films programmés	Entrées réalisées	Moyenne d'entrées par film	Nombre de films programmés	Entrées réalisées	Moyenne d'entrées par film
Films nationaux	34 (68%)	583 483 (87%)	17 161	37 (74%)	528 321 (84%)	14 279
Films régionaux	16 (32%)	90 900 (13%)	5 681	13 (26%)	99 734 (16%)	7 672
TOTAUX	50	674 383	13 488	50	628 055	12 561

Les aides régionales à la production

Parmi les films proposés comme choix régional par les coordinations, 8 films de long métrage sur les 11 (soit 73%) ont été soutenus par les régions qui les programment ; c'est également le cas des deux films de 50 et 52 minutes.

- 77% des films de long et moyen métrage programmés hors liste nationale ont bénéficié d'aide à la production de la région qui les programme, contre 50% en 2011-2012
- 9.5% des films de court métrage retenus dans le cadre d'une programmation régionale ont bénéficié d'aide à la production de la région qui les programme (2 films /21), contre 33% en 2011-2012.

**En 2012-2013, 677 982 entrées³⁰ ont été réalisées
dans le cadre du dispositif *Lycéens et apprentis au cinéma*
en cumulant les films des listes nationale et régionale.**

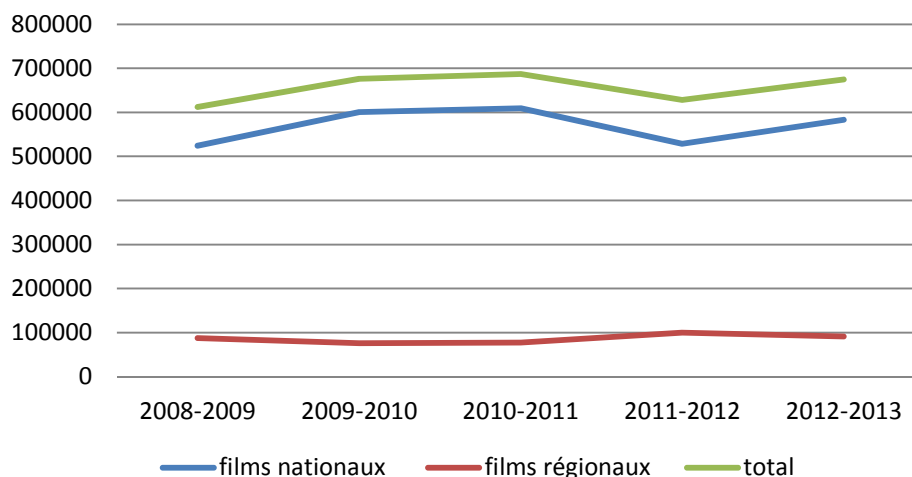
49 927 entrées de plus qu'en 2011-2012 ont été réalisées, soit une augmentation de près de 8%. Si nous voulons faire un réel comparatif il est plus juste d'ôter les 18 153 entrées réalisées par La Guadeloupe, Mayotte et La Réunion, car ces départements n'ont pas été pris en compte dans le bilan précédent.

Nous obtenons alors le chiffre de 31 774 entrées réalisées en plus.

Si nous appliquons au nombre de participants la même rigueur dans la comparaison, nous obtenons une augmentation de 3603 (11173 – 7550 inscrits dans les DOM-ROM cités ci-dessus).

Ces 3603 participants de plus ont assisté à une moyenne de 2.9 séance chacun. Cela explique que le nombre moyen d'entrées réalisées par lycéen et apprenti inscrit ait augmenté cette année pour atteindre le résultat encourageant de 2.45.

Part des films "régionaux" sur les entrées réalisées



87% du total des entrées ont été réalisés sur les titres provenant de la liste nationale du dispositif (soit une hausse de 3 points par rapport à 2011-2012). Nous avons vu précédemment que cette variation n'est pas prévisible car elle dépend des propositions faites par les coordinations aux enseignants, qui ensuite choisissent librement.

Nous savons que l'intérêt porté à un film par les uns ou les autres est subjectif, cela se révèle vrai même dans le cadre d'un dispositif où les objectifs sont définis nationalement.

Les retours des coordinations régionales concernant les titres de la liste nationale sont divers et parfois même contradictoires.

Alors qu'une coordination indique dans son bilan 2012-2013 que son comité de pilotage apprécie la variété de la liste des films, au moins deux autres indiquent que la liste nationale manque de comédie, de films d'animation et de films « un peu plus grand public ».

³⁰ dont les 3 868 entrées effectuées sur la liste *Collège au cinéma*

Les pré-visionnements

Nous avons tenu compte ici de l'ensemble des pré-visionnements, y compris ceux qui ont eu lieu lors des journées de formations.

	Les pré-visionnements ont-ils lieu pendant les journées de formation ?	Se déroulent-ils avant l'inscription des enseignants dans le dispositif ?	Nombre d'enseignants total ayant participé aux pré-visionnements	Qui assumait l'animation qui accompagnait le(s) pré-visionnement(s) ?
Alsace	oui	oui	581	la coordination
Aquitaine	non	non	65	formateurs « éducation nationale » et universitaires
Auvergne	oui	non	263	enseignants
Bourgogne	oui	non	183	universitaires
Bretagne	oui	non	189	universitaire, partenaires culturels et coordinateur
Centre	oui	non	70	critique et universitaire
Champagne-Ardenne	oui	non	72	Laurent Delmas, France Inter
Corse	oui	non	61	nc
Franche-Comté	oui	non	463	nc
Guadeloupe ³¹	non	non	62	coordinateur du Rectorat et coordinateur <i>Lycéens</i>
Guyane	nc			
Ile de France	non	non	1 662	universitaires
Languedoc-Roussillon	oui	non	128	universitaire, critique, professeur et coordinateur
Limousin	oui	non	97	coordinateur
Lorraine	oui	non	55	enseignants CAV, scénariste, assistant réalisateur et producteur
Mayotte	oui	non	14	formatrice en cinéma de La Lanterne Magique ³²
Midi-Pyrénées	oui	non	400	coordination et intervenants
Nord pas de Calais	oui	non	400	coordination et intervenant
Basse-Normandie	oui	oui	197	nc
Haute-Normandie	oui	non	422	nc
Pays de la Loire	non	non	10	réalisatrice
Picardie	non	non	103	partenaire culturel
Poitou-Charentes	non	oui	200	réalisateur, critiques, universitaire
Provence Alpes Côtes d'Azur	oui	oui	128	formateur, critique, universitaire
La Réunion	non	non	15	nc
Rhône-Alpes	non	oui	300	universitaires
			6 140	

³¹ Les pré-visionnements de cette coordination n'ont pas eu lieu en salle de cinéma

³² Coordinateur LAAC de La Réunion

**Les 25 coordinations qui font l'objet de ce bilan ont organisé
au moins un pré-visionnement en 2012-2013.
6 140 enseignants et formateurs ont bénéficié de ces pré-visionnements,
soit 22,5% de plus qu'en 2011-2012.**

8 de ces 25 coordinations organisent les pré-visionnements en dehors des journées de formation. Elles proposent toutes, à l'exception de la coordination de La Réunion qui n'a pas répondu à cette question, une intervention et/ou un débat lors de ces séances.

5 coordinations organisent des pré-visionnements seulement pour une partie des films au programme. Il s'agit des coordinations des régions :

- Centre où seul le programme de courts métrages de choix régional a été projeté,
- Languedoc-Roussillon où *Le Dictateur* et *Armand, 15 ans l'été* ont été projetés,
- Pays de la Loire, où seul le film régional, *Broadway* a bénéficié de projections en salle accompagnées de la réalisatrice
- Provence-Alpes-Côte d'Azur où *A bout de course*, *Bled number one* et *Nous princesses de Clèves* ont été montrés en mai 2012 (après l'inscription des établissements mais avant le choix des enseignants), *Les demoiselles de Rochefort* a été projeté en novembre 2012, (après la programmation par les enseignants des 3 films sur les 6 proposés). *Tout sur ma mère* (déjà programmé en 2006-07), et *La soif du mal* n'ont quant à eux pas fait l'objet de pré-visionnement,
- La Réunion a proposé un pré-visionnement pour le film *Entre nos mains*.

Parmi les 13 régions (soit 6 de plus qu'en 2011-2012) qui proposent plus de 3 films aux enseignants, 7 d'entre elles organisent les pré-visionnements avant que les enseignants ne fassent leur programmation, ce qui assure, nous pouvons le supposer, un très bon investissement de la part des enseignants, acteurs de la sélection des trois films qu'ils proposent à leurs élèves de découvrir en salle tout au long de l'année scolaire.

	nombre de films et programmes au choix pour les enseignants inscrits	...dont film de la liste nationale	...dont films choisis par le comité de pilotage régional	les pré-visionnements se déroulent-ils avant le choix des enseignants ?
Aquitaine	5	4	1	non
Bretagne	4	3	1	non
Centre	4	3	1	non
Champagne-Ardenne	4	4	0	non
Franche-Comté	5	4	1	non
Ile de France	5	4	1	oui
Nord pas de Calais	5	4	1	oui
Basse-Normandie	4	4	0	oui
Haute-Normandie	5	5	0	nc
Pays de la Loire	5	4	1	oui ³³
Poitou-Charentes	4	3	1	oui ³³
Provence Alpes Côtes d'Azur	6	5	1	oui pour 3 films sur 6
Rhône-Alpes	10	6	4	oui

³³ Ces deux coordinations proposent des pré-visionnements pour le film « régional ».

Les stages de formation

... du côté des contenus

Région	Durée moyenne des formations	Nombre d'interventions dispensées	Contenu	Contenus		Qualité des intervenants				
				les films au programme	formation plus généralisée et/ou transversale	coordinations ou associations régionales	professionnels du cinéma	universitaires et/ou critiques	formateurs Education Nationale	
Alsace	3h	1	le son		x		x			
	3h	3	1 formation pour chacun des 3 films programmés	x		x	x	x		
	2h	1	réunion de programmation – les enseignants présents voient 2 films en matinée, puis établissent la programmation de l'année suivante	x		x				
Aquitaine	12h	1	la lumière au cinéma		x		x		x	
	nc	1	le montage		x		x		x	
	nc	1	Week-end « Lubitsch et ses héritiers »		x				x	
	nc	4	stages internes aux établissements	x					x	
	nc	1	rencontre avec C. Rouaud	x			x			
Auvergne	14h	3	1 formation pour chacun des 3 films programmés	x				x		x
	14h	1	formation autour de courts métrages		x		x			x
Bourgogne	3h	3	1 formation pour chacun des 3 films programmés	x				x		x
Bretagne	16h (2 jours)	1	pré-visionnement des films en salles suivis d'une analyse filmique et d'une demi-journée consacrée au fonctionnement du dispositif.	x	x	x		x		
	16h (2 jours)	1	Focus sur une société de production rennaise, atelier Machinimas, séance Pocket Films réalisés par des lycéens du dispositif, intervention sur "L'évolution du numérique au cinéma et l'impact sur le spectateur : Nouvelles pratiques et techniques."		x	x	x			

Région	Durée des formations	Nombre d'interventions dispensées	Contenu	Contenus		Qualité des intervenants				
				les films au programme	formation plus généralise et/ou transversale	coordinations ou associations régionales	professionnels du cinéma	universitaires et/ou critiques	formateurs Education Nationale	
Centre	7h	12	6 formations pour chacun des 3 longs-métrages programmés et autant pour le programme de courts-métrages « documentaires ? ».	x				x		
Champagne-Ardenne	nc	4	1 formation pour chacun des 4 films programmés	x		x	x			
Corse	3h	3	1 formation pour chacun des 3 films programmés	x				x		
Franche-Comté	4h	5	1 à 2 formations pour chacun des 4 films programmés	x				x	x	
Guadeloupe	8h	1	histoire du cinéma		x			x		
	24h	1	la part du réel dans la fiction		x			x		
Ile de France										
ACRIF	nc	19	journée autour des films de la programmation ou proposant de traiter des thématiques plus larges	x	x		x			
CIP	2h30	5	1 formation pour chacun des 5 films programmés	x			x	x		
	3h	4	formation au contenu différent mais traitant toutes du cinéma africain		x		x	x		
Languedoc-Roussillon	4h	3	1 à 2 formations pour 2 des 3 films de la programmation	x			x	x		
Limousin	6h	3	1 formation pour chacun des 3 films programmés	x				x		
Lorraine	4h	4	1 formation sur 2 films de la programmation	x					x	
Mayotte	3h	3	1 formation pour chacun des 3 films programmés	x			x	x		
Midi-Pyrénées	3h	3	1 formation pour chacun des 3 films programmés	x		x	x	x		
	1h30	3	mise en perspective de chacun des films de la programmation avec un autre film : 3 contenus différents	x	x	x		x		
	6h	1	<i>Entre nos mains</i> cinéma documentaire et représentations ouvrières		x			x	x	

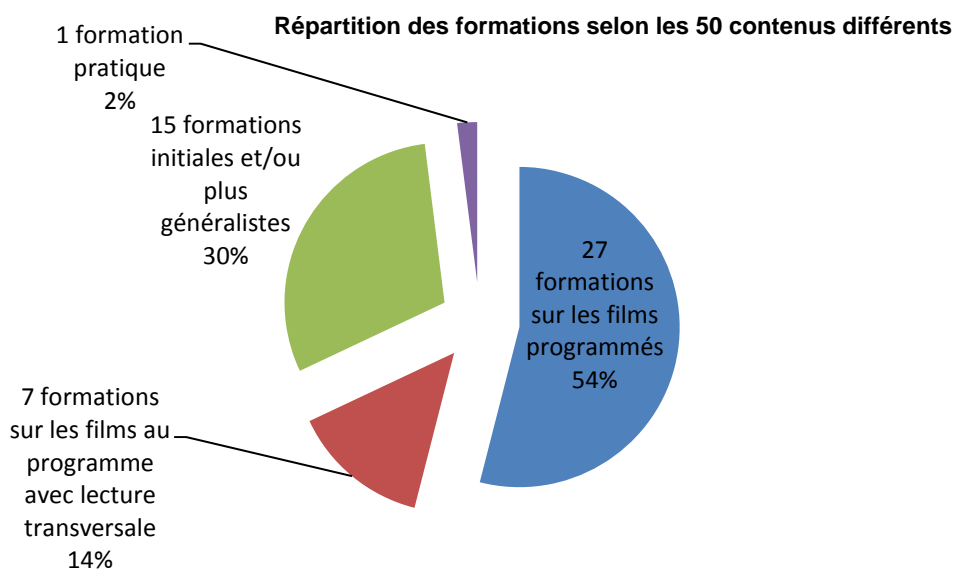
Région	Durée moyenne des formations	Nombre d'interventions dispensées	Contenu	Contenus		Qualité des intervenants			
				les films au programme	formation plus généralise et/ou transversale	coordinations ou associations régionales	professionnels du cinéma	universitaires et/ou critiques	formateurs Education Nationale
Nord pas de Calais	16h (2 jours)	1	"découverte" des films	x		x		x	
	6h	1	module de conférences	x	x	x			
	6h	1	ateliers pédagogiques : conférences en petits groupes	x	x	x			x
	6h	1	formation commune <i>Ecole et cinéma, Collège au cinéma</i> et <i>LAAC</i>		x			x	
	12h (2 jours)	1	atelier de pratique documentaire d'animation	atelier pratique			x		x
Basse-Normandie	3h	4	1 formation pour chacun des 4 films programmés	x			x	x	
Haute-Normandie	3h	5	1 formation pour chacun des 5 films programmés	x	x		x	x	
Pays de la Loire	12h	1	le montage au cinéma	x				x	
	6h	1	stage dédié à la recherche de pistes de travail sur les films de l'année suivante	x					x
Picardie	6h	9	analyse des 3 films au programme (dispensée 9 fois)	x				x	
	6h	1	le jeu d'acteur / la mise en scène		x		x		
	6h	1	le film documentaire		x		x		
Poitou-Charentes	6h	3	1 formation pour un des 3 films programmés – dispensée 3 fois	x					x
	6h	39	1 formation pour chacun des 3 films programmés (dispensée 13 fois)	x					x
PACA	6h	2	1 formation pour 2 des films programmés	x		x	x	x	x
	3h	1	1 formation pour 1 film au programme	x		x	x	x	x
La Réunion	12h	1	"éducation à l'image : définition et action"		x			nc	
Rhône-Alpes académie de Lyon	6h	1	le montage		x				x
	6h	1	la musique		x			x	
	18h	1	analyse des films de la sélection	x				x	
académie de Grenoble	12h	2	analyse des films de la sélection	x					x

L'ensemble des coordinations qui nous ont transmis leur bilan ont organisé des formations en 2012-2013

**176 formations ont été mises en place
près de 970 heures de formation ont été dispensées**

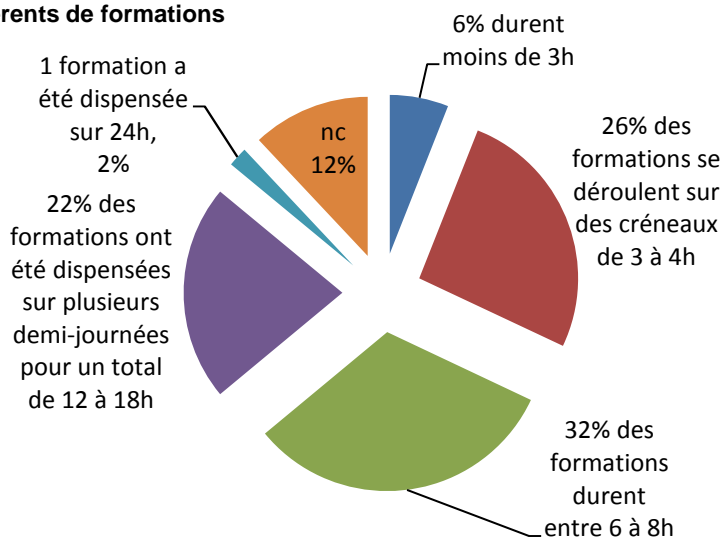
Le nombre de formations organisées en 2012-2013 a augmenté de plus de 21% par rapport à l'année scolaire 2011-2012.

Près de 970 heures ont été consacrées à ces formations, soit une augmentation de plus de 18%. La différence avec le bilan 2011-2012 est importante, même lorsque nous enlevons les 47 heures dispensées dans les DOM-ROM (régions non prises en compte dans le bilan précédent), alors même que le mode de calcul est le même. Nous avons encore une fois fait le choix de mettre en lumière le nombre d'heures total des formations organisées par les coordinations et différents services du Ministère de l'Education nationale selon les académies, même si certains contenus de formation sont comptabilisés deux fois. Il s'agit ici de mettre en lumière le travail global de mise en place que cela représente pour les coordinations et le nombre réel d'heures de formation proposées.

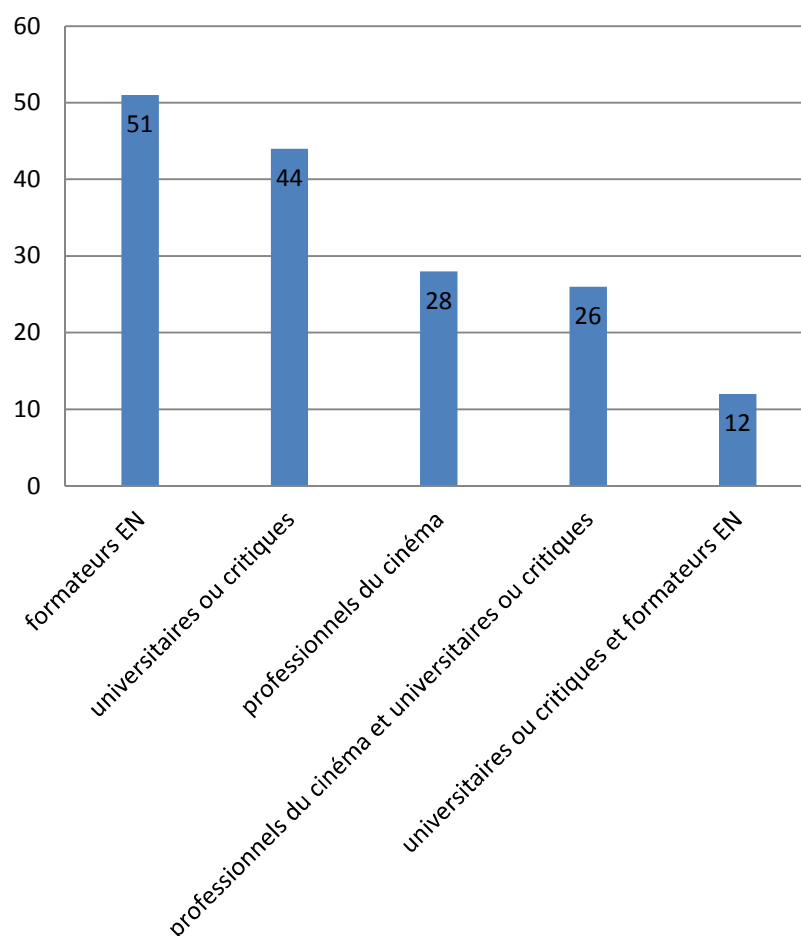


Nous notons une évolution du contenu des formations par rapport à 2011-2012. Alors que les formations consacrées à l'analyse des films programmés représentaient les 2/3 des formations proposées, elles représentent en 2012-2013 50% des formations dispensées.

Le temps consacré aux 50 contenus différents de formations



Répartition des formations selon la qualité des intervenants



Pour les 15 formations que nous n'avons pas pu présenter dans l'histogramme ci-dessus la qualité des intervenants se répartit comme suit :

- pour 6 formations il s'agissait d'un co-encadrement entre la coordination et/ou des associations régionales, des professionnels du cinéma et des universitaires et/ou des critiques de cinéma.
- 3 formations étaient dispensées par des professionnels du cinéma et des formateurs de l'Education nationale
- 3 formations étaient encadrées par les quatre catégories d'intervenants
- 2 formations étaient dispensées uniquement par la coordination et/ou des associations régionales

Enfin, la qualité des intervenants ne nous a pas été communiquée pour une formation.

Près de 30 % des formations sont encadrées par des formateurs de l'Education nationale, 25% sont dispensées par des universitaires ou des critiques et 16% par des professionnels du cinéma.

... du côté des enseignants, formateurs et autres référents

Régions	Nombre d'ens. ayant participé à au moins une formation	Nombre total d'ens. inscrits	% d'ens. formés	Nombre de formations	Organisateur des formations		Financier des formations		Stage inscrit au PAF
					EN	coordination	EN	coordination	
Alsace	174	310	56.13%						
	1 formation sur le son et 2 formations sur les films « nationaux »			3		x		x	oui
	Formation sur le film « régional »			1			x	x	oui
	Réunion de programmation			1		x		x	non
Aquitaine	185	535	34.58%						
	1 formation sur la lumière au cinéma et 1 autre sur le montage			2	x	x		x	oui
	Week-end cinéophile, stages d'établissements et rencontre			6	renseignements non communiqués pour ces formations				
Auvergne	191	241	79.25%	4	non communiqué				oui
Bourgogne	181	183	98.91%	3	x	x	x	x	oui
Bretagne	209	354	59.04%						
	Pré-visionnements des films au programme et analyse filmique			1	x	x		x	oui
	Formation organisée pendant le festival Travelling			1	x	x	x	x	oui
Centre	253	443	57.11%	12		x		x	non
Champagne-Ardenne	nc	202		4	x		x		oui
Corse	40	40	100%	3		x		x	oui
Franche-Comté	nc	378							
	Formation sur <i>Entre nos mains</i>			1		x		x	non
	Formations sur les 3 autres films au programme			4	x		x		oui
Guadeloupe	44	nc							
	Histoire du cinéma			1	x		x		non
	La part du réel dans la fiction			1		x	x		non
Ile de France	1 662	1 868	88.97%						
	Formations sur les films au programme ou thématiques plus larges			9		x	x	x	oui
	Formations sur les films ou thématique pour les exploitants et les enseignants			19		x	x	x	nc
Languedoc-Roussillon	96	225	42.67%	3	x	x	x	x	oui
Limousin	97	115	84.35%	3	x	x	x	x	oui
Lorraine	nc	223		4	non communiqué				oui
Mayotte	14	nc		3	x	x	x	x	oui
Midi-Pyrénées	nc	533							
	Formations sur les films			3		x		x	non
	mise en perspectives d'un film de la programmation avec une autre œuvre			3	x	x		x	non
	Entre nos mains : cinéma documentaire et représentations ouvrières			1	x		x		oui

Régions	Nombre d'ens. ayant participé à au moins une formation	Nombre total d'ens. inscrits	% d'ens. formés	Nombre de formations	Organisateur des formations		Financier des formations		Stage inscrit au PAF
					EN	coordination	EN	coordination	
Nord-Pas-de-Calais	350	527	66.41%						
	Journées de découverte des films			2		x		x	non
	Module de conférences			1	x	x	x		oui
	Ateliers pédagogiques, 1 journée commune aux 3 dispositifs et 2 journées d'ateliers de pratique : « documentaire d'animation »			4	x		x		oui
Basse-Normandie	105	304	34.54%	4		x		x	oui
Haute-Normandie	422	550	76.73%	5		non communiqué			oui
Pays de la Loire	92	448	20.54%						
	Le montage au cinéma			1	partenaire	x	x	x	oui
	Travail sur les films de l'année suivante			1	partenaire	x		x	non
Picardie	188	331	56.80%						
	Formations sur les films			9		x	x	x	oui
	Rencontres avec des réalisateurs sur des thématiques plus larges			2		x		x	non
Poitou-Charentes³⁴	392	392	100%						
	Formation sur <i>French Cancan</i>			3			Pôle	Pôle	oui
	Formations sur les 3 films programmés			39	x	EN	x		oui
Provence Alpes Côtés d'Azur	nc	778		3		non communiqué			oui
La Réunion	nc	nc		1		non communiqué			oui
Rhône-Alpes	45	966	4.66%						
	Formations de l'académie de Lyon			3	x		x		oui
	Formations de l'académie de Grenoble			2		non communiqué			oui
TOTAUX	4 682	7 832	59.78%	176					

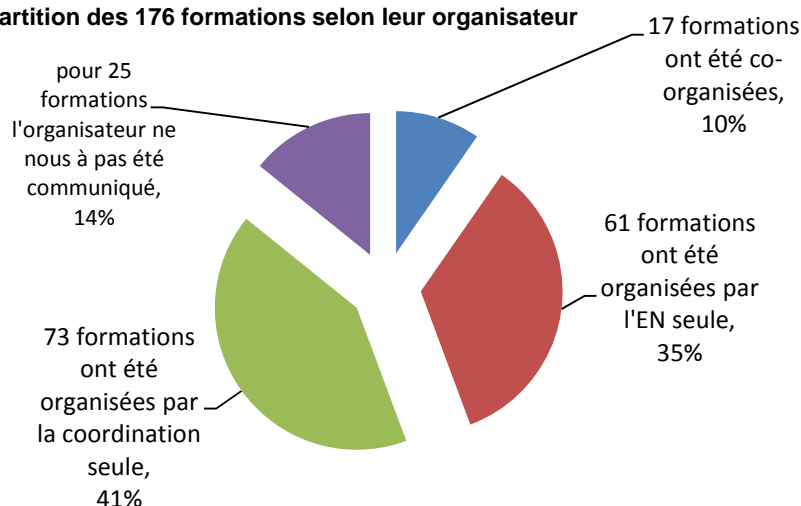
4 682 enseignants, formateurs et autres adultes référents, ont bénéficié d'au moins une formation en 2012-2013, soit 59.78% des inscrits (près de 12 points de plus par rapport à 2011-2012)

Nous avons fait le choix ici de comptabiliser, dans les totaux, uniquement les données des coordinations qui ont fourni à la fois le nombre d'enseignants ayant participé à au moins une formation et le nombre d'enseignants inscrits au dispositif. Cela afin de pouvoir avoir un pourcentage, d'enseignants, formateurs et autres adultes référents formés, fiable.

Cela ne doit pas nous empêcher d'indiquer que 58 enseignants supplémentaires ont été formés en 2012-2013 dans le cadre du dispositif à la Guadeloupe et à Mayotte.

³⁴ Il est précisé ici dans les colonnes « Coordination » Pôle ou EN, car la coordination *Lycéens et apprentis au cinéma* en Poitou-Charentes est géré par les deux entités, et se partage les missions.

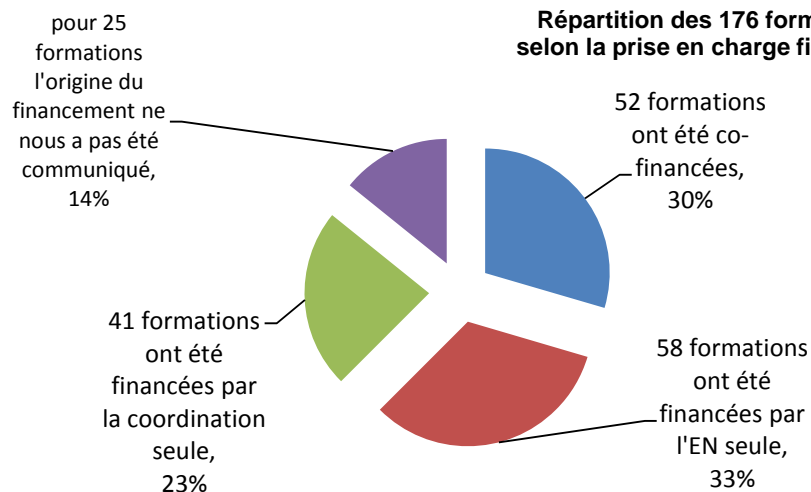
Répartition des 176 formations selon leur organisateur



Ce bilan fait état d'un plus grand engagement de la part de l'Education nationale dont les services ont davantage organisé les formations qu'en 2011-2012 (+19 points).

Dans le même temps, l'augmentation de la prise en charge des formations par les différents « services » de l'Education nationale se poursuit. Le pourcentage de formations financées par l'Education nationale seule a augmenté, par rapport au bilan 2011-2013, de 13 % et de 6% lorsqu'il s'agit de formations co-financées.

Répartition des 176 formations selon la prise en charge financière



Le pourcentage de formations inscrites au Plan Académique de Formation se maintient (71%, - 3 points). C'est un facteur très encourageant qui affirme que le partenariat existe et est solide.

La question des formations est traitée de manière très différente selon les territoires et les relations partenariales qu'ont pu créer les coordinations avec le rectorat.

Pour certaines coordinations les formations sont le point fort du dispositif car elles sont dispensées auprès d'une très grande majorité des enseignants inscrits au dispositif, alors que pour d'autres les formations sont leur point faible. Les points d'achoppements que nous ont rapportés les coordinations sont les suivants :

- les temps de formation proposés aux enseignants ont été réduits
- difficulté à faire inscrire ces journées au PAF
- le rectorat adresse peu de convocations, et donc peu d'enseignants sont déchargés de cours pour suivre les formations

Les actions d'accompagnement

Région	Nombre d'intervention en classe	Nombre d'élèves participants	Durée moyenne des interventions	Type d'interventions				Intervenants			
				à propos des films du dispositif	approche des métiers du cinéma	Un thème, un film...	Ateliers pratiques	Professionnels du cinéma	Universitaires et critiques	associations régionales, coordination	Enseignants de cinéma
Alsace	5	275	2h	film régional				x			
Aquitaine	20	1 063	2h	x				x	x		
Auvergne	9	472	2h			Courts métrages		x			
Bourgogne	12	341	2h			x				x	
Bretagne	19	467	1h30	x					x		x
	4	24	8h			Atelier programmation					x
	8	125	6h				Pocket Films				x
Centre	1	31	10h en 2 séances			Atelier programmation			x		
	1	29	10h en 3 séances			Sélection de films autour de To be or not to be					x
	1	30	12h en 2 séances			Remake d'une scène de La Cérémonie		x			
	1	24	7h					x			
	2	40	4 ou 6h			Histoire et enjeux de la critique puis écriture d'un article sur <i>La Cérémonie</i>			x		
	7	121	3 ou 4h			Les jeux optiques + réalisation d'une séquence en animation		x			
	3	75	4, 6 ou 7h			Dessin et grattage sur pellicule : réalisation d'un film sans caméra			x		collectionneur
	2	49	4h			Histoire de la lanterne magique suivie d'un atelier pratique			x		collectionneur
	8	179	6 ou 8h			Réalisation de vues Lumière au téléphone portable			x		x
	3	152	2h ³⁵			Parcours animation : une séance en salle suivie d'un atelier en classe				nc	
	1	80	2h ³⁴			Projection et conférence autour des Lumière			x		
	4	112	2h	x					x		

³⁵ Sans compter le temps de projection

Région	Type d'interventions							Intervenants			
	Nombre d'intervention en classe	Nombre d'élèves participants	Durée moyenne des interventions	à propos des films du dispositif	approche des métiers du cinéma	Un thème, un film...	Ateliers pratiques	Professionnels du cinéma	Universitaires et critiques	associations régionales, coordination	Enseignants de cinéma
Champagne-Ardenne	87	2 610	2h	x		x		x			
Corse	aucune intervention										
Franche-Comté	3	80	1h		le scénario			x			
	7	350	1h	x				x			
Guadeloupe	1	12	2h		Cinéma 100 ans de jeunesse : réalisation d'un film sur la question "qu'est-ce que mettre en scène ?"			x			
Ile de France CIP	13	252	2h	x				x	x		
	2	12	4h en 2 séances		Approche d'un genre : le documentaire			x			
	17	159	2h			projection et rencontre		x			
	1	30	40h - 10 séances de 4h		expériences de cinéma : les élèves se sont confrontés à la réalisation d'une à plusieurs séquences			x			
	présentations des films en salles	238	26 115	0h30	x			x	x		
ACRIF	186	4 650 ³⁶	2h	x		x		x			
	77	1 925 ³⁵	2h		parcours, ateliers et autres			x			
Languedoc-Roussillon	164	4 977	1 à 2h	x				x	x		
	4	105	2h		De l'écriture à la réalisation			x			
	1	120	3h				x	x			
	6	119	5 de 3h et 1 d'1h30				Pratique du son				
	1	78	10h				x	x			
Limousin	138	3 450 ³⁵	2h	x				x		x	
Lorraine	aucune intervention										
Mayotte	aucune intervention										

³⁶ Le nombre de classes indiquées a été multiplié par 25 pour trouver un nombre moyen d'élèves bénéficiaires.

Région	Type d'interventions							Intervenants			
	Nombre d'intervention en classe	Nombre d'élèves participants	Durée moyenne des interventions	à propos des films du dispositif	approche des métiers du cinéma	Un thème, un film...	Ateliers pratiques	Professionnels du cinéma	Universitaires et critiques	associations régionales, coordination	Enseignants de cinéma
Midi-Pyrénées	908	27 149	2h	x				x	x	x	
Nord pas de Calais	161	5 230	2h			x		x	x		
	60	1 260	4h				x	x			
Basse-Normandie	aucune intervention										
Haute-Normandie	aucune intervention										
Pays de la Loire	16	471	2h	x							x
	7	223	2h		Découpage technique			x			
	7	220	2h		Le montage			x			
	24	777	2h		Les étapes de la création : rencontre avec la réalisatrice du film régional.			x			
	3	609	4h30		Rencontre et échanges avec 3 membres de l'équipe du film régional.			x			
Picardie	291 avec 26 contenus différents	7 532	1h30			x		x			
	11	183	3h ³⁷			x		x			
Poitou-Charentes	2	50	nc		Les classes ont été amenées à travailler à la fictionnalisation d'images d'archives fournies par les structures intervenantes. ³⁸					x	
PACA	6	137	2h	x					x		x
	141	4 037	1h30		x			x			
La Réunion	aucune intervention										
Rhône-Alpes	293	8 790	1h30	x		x			x		x
	48	1 440	2h			lecture d'image				x	
	5	420	3h		Visite des studios Pixel et rencontres			x			
TOTAUX	3 040	107 261									

³⁶ Rencontre de 3h au lieu d'1h30 pour les classes d'apprentis inscrites à la proposition d'accompagnement spécifique qui leur est proposée seulement 2 films au lieu de 3.

³⁸ Ce travail a été mis en place à la suite de la projection de Diane Wellington d'Arnaud des Pallières – programme de courts métrages de choix régional

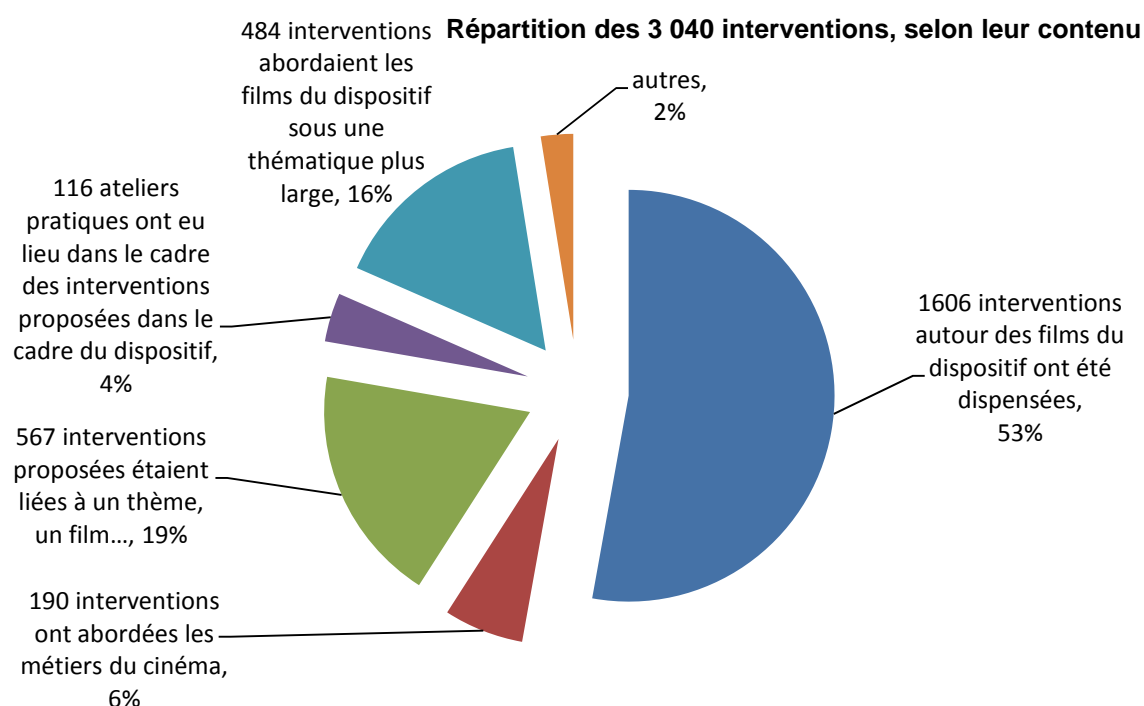
19 coordinations régionales sur 25 organisent des actions d'accompagnement, que ce soit en classe ou en salle de cinéma.

Au total, 3 040 interventions ont eu lieu en 2012-2013, contre 2 886 en 2011-2012, soit une hausse de 5.3 %.

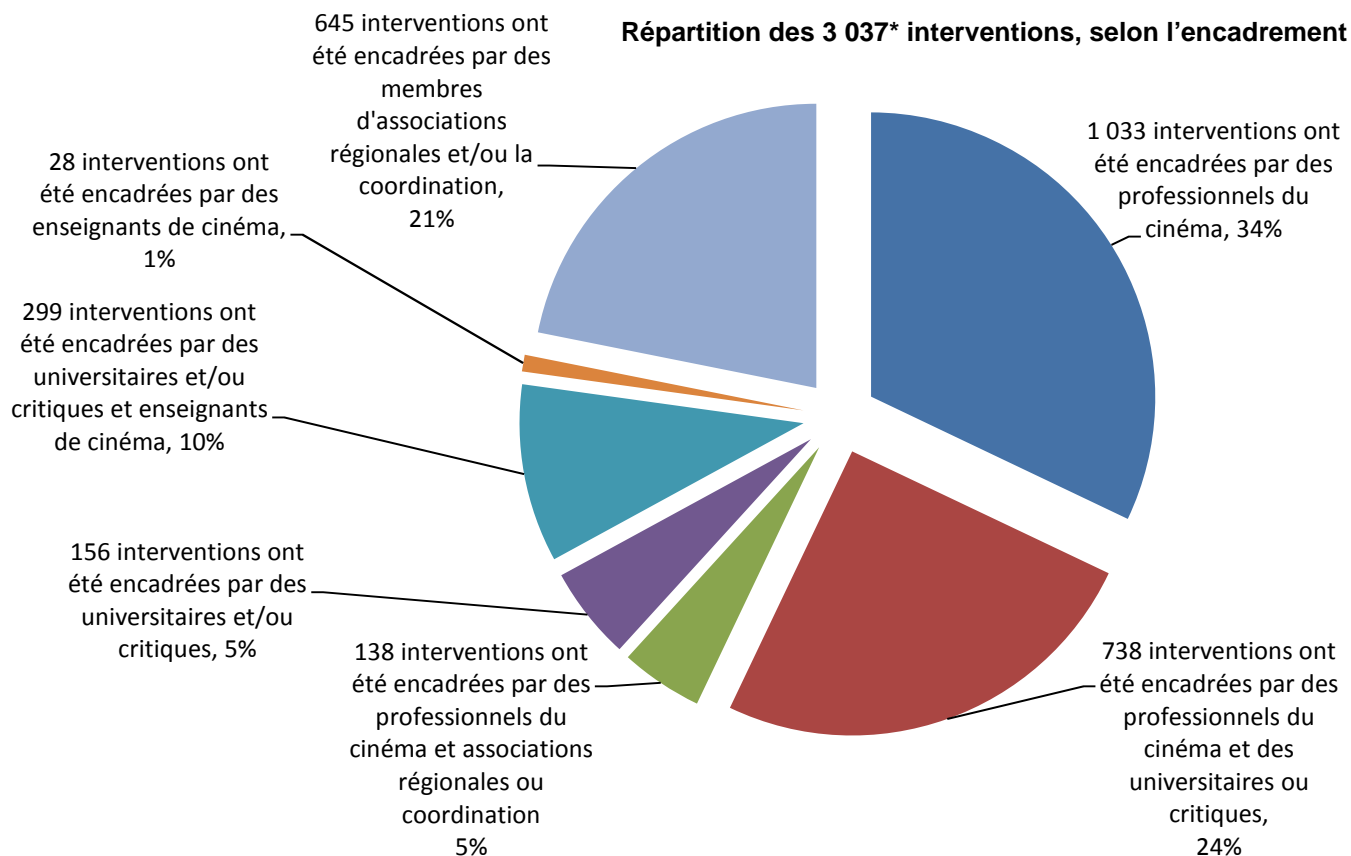
Le nombre d'élèves et apprentis concernés est également en hausse, il passe de 90 265 en 2011-2012 à 107 261 en 2012-2013 (+ 18.8%).

En 2012-2013 près de 39% des élèves et apprentis inscrits, contre 34% en 2011-2012, ont bénéficié d'interventions en classe. Cette donnée est à prendre avec précaution puisque certaines coordinations proposent plusieurs interventions pour la même classe, et certains élèves sont donc comptés plusieurs fois.

Tout comme les années précédentes, la majorité des actions d'accompagnement proposées aux élèves et apprentis s'est faite sous forme d'interventions théoriques, autour des films ou sur des thématiques plus larges.



Depuis plusieurs années, les actions d'accompagnement proposées aux élèves et apprentis sont majoritairement encadrées par des professionnels du cinéma, qu'ils soient réalisateurs, techniciens, scénaristes ou comédiens. Cette année, ces professionnels représentent près de 62% si on les comptabilise dans les actions d'accompagnements où plusieurs « catégories » d'intervenants ont collaboré. Les universitaires et critiques de cinéma sont représentés à hauteur de 40% si on les comptabilise dans les actions d'accompagnements où plusieurs « catégories » d'intervenants ont collaborés.



* pour 3 interventions, les coordinations ne nous ont pas communiquées la nature des intervenants, elles ne sont donc pas prises en compte par le graphique ci-dessus.

Nous comptons sur l'année 2012-2013, **5 608 heures cumulées d'interventions**, soit une durée moyenne des actions d'accompagnement de 2h20.

- 38% des interventions durent entre 30 minutes et 1h30 ;
- 58% des actions d'accompagnement durent 2h ;
- pour 3% il s'agit d'actions se déroulant sur ½ journée (3 à 4h)
- quant au 1% restant il s'agit d'interventions durant plus de 4h, soit souvent une journée complète. Sur les trente interventions comptabilisées ici, 3 ont une durée de 10 à 12h et une intervention très exceptionnelle a même permis aux élèves d'une classe de bénéficier de 40h de présence d'un professionnel du cinéma qui les a accompagné tout au long de la réalisation de plusieurs séquences.

Les partenariats régionaux

Le cahier des charges du dispositif *Lycéens et apprentis au cinéma* stipule que l'organisation régionale se met en place autour de :

- la convention de développement cinématographique CNC / Etat / Région
- le comité de pilotage régional
- la coordination régionale

En ce qui concerne le premier d'entre eux, l'ensemble des Régions participantes a intégré le dispositif *Lycéens et apprentis au cinéma* dans la convention de développement cinématographique et audiovisuel conclue entre la DRAC, le Conseil Régional et le Centre National du Cinéma et de l'image animée.

De la même manière l'ensemble des coordinations a mis en place un comité de pilotage régional. Par contre, la composition de celui-ci reste propre à chacune d'entre elles, même si les représentants cités dans le cahier des charges :

- représentant de la DRAC
- représentant du conseil régional
- représentant du rectorat
- représentant de la DRAF
- le cas échéant un représentant du pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel ;
- représentants des exploitants locaux ;
- représentants de la coordination régionale ;

sont généralement présents lors des comités mis en place.

On note, d'une année sur l'autre, une très forte implication financière des collectivités territoriales et des DRAC. Les 25 coordinations nous ont, cette année, indiqué des éléments budgétaires :

- 24 bénéficient de financement des DRAC³⁹
- 24 sont financées par leur Conseil régional respectif⁴⁰.

7 conseils régionaux sur les 22 régions étudiées dans ce bilan retiennent la structure coordinatrice du dispositif *Lycéens et apprentis au cinéma* via un appel d'offre. Ce qui représente 32% des coordinations.

Partenariat avec les Pôles régionaux d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel et les autres coordinations des dispositifs scolaires

Sur 13 régions dotées d'un pôle régional d'éducation à l'image, sept d'entre elles voient leur coordination LAAC assurée directement par le pôle (Alsace, Aquitaine, Auvergne, Centre, Haute Normandie, Picardie et Poitou-Charentes). Ce chiffre est stable depuis 2011-2012.

Pour 4 des 6 autres coordinations basées dans les régions où il y a un Pôle il existe des liens étroits avec cette (ces) structure(s), qui sont :

- un lieu de ressources, d'échanges d'informations et de conseils.
- un partenaire sur les formations. Il filme et mets en ligne les interventions et pistes pour les enseignants ne pouvant se rendre aux stages.
- un partenaire sur la mise en place d'ateliers.

³⁹ Seule la coordination LAAC de la Corse n'a pas de financement DRAC, et pour cause. En effet, en raison du statut particulier de la Corse et notamment des prérogatives élargies à la Collectivité Territoriale en matière culturelle, les missions de la DRAC Corse sont plus réduites que dans les autres DRAC. Elle ne dispose pas de crédits pour soutenir le secteur du cinéma. Les crédits de la diffusion culturelle ne sont pas déconcentrés.

⁴⁰ Seule la coordination LAAC de Mayotte n'est pas financée par son Conseil régional, collectivité à faible revenu.

Les 2 autres coordinations ne nous ont pas indiqué avoir de partenariats spécifiques avec le Pôle de leur région.

Partenariat avec les autres coordinations des dispositifs scolaires

La très grande majorité des coordinations régionales *Lycéens et apprentis au cinéma* a développé une étroite collaboration avec les coordinations départementales *Ecole et cinéma* et *Collège au cinéma*.

Ces collaborations sont de plusieurs ordres :

- harmonisation des plannings respectifs pour permettre aux salles associées d'accueillir au mieux les dispositifs
- mutualisation de la logistique
- les coordinateurs et enseignants des autres dispositifs peuvent parfois assister aux formations LAAC⁴¹
- les coordinations sont parfois partie prenante des formations pour le dispositif Collège au cinéma⁴²
- dans certaines régions, des journées de formation pour les enseignants sont même organisées en commun⁴³

Trois structures coordinatrices de *Lycéens et apprentis au cinéma* sont également coordinatrices des deux autres dispositifs ; dont une pour l'ensemble des départements de la Région.

Trois structures coordinatrices de *Lycéens et apprentis au cinéma* sont également coordinatrices d'*Ecole et cinéma* ; et une coordination *Lycéens et apprentis au cinéma* est également coordinatrice de *Collège au cinéma*.

⁴¹ C'est le cas en Picardie

⁴² C'est le cas en Bretagne

⁴³ En Nord pas de Calais, une journée commune aux trois dispositifs est organisée par le rectorat autour de la thématique régionale annuelle.

Liste Lycéens et apprentis au cinéma 2012-2013								
Titre du film	Réalisateur	Genre	Pays	Année	Durée	NB / Coul.	Distributeur	Entrée
A bout de course	Sidney Lumet	drame	USA	1988	1h55	Couleurs	Splendor Films	2011
A bout de souffle	Jean-Luc Godard	policier	France	1959	1h27	N&B	Carlotta Films	2005
Armée des ombres (I')	Jean-Pierre Melville	drame	France, Italie	1969	2h30	Couleurs	Tamasa distribution	2006
Aurore (I')	F. W. Mumau	drame	USA	1927	1h37	N&B	Les Grands Films Classiques	2005
Bled Number One	R. Ameur-Zaïmech	drame	France	2005	1h44	Couleurs	Les Films du Losange	2008
Blow Up	Michelangelo Antonioni	thriller	GB	1966	1h50	Couleurs	Les Grands Films Classiques	2010
Cérémonie (Ia)	Claude Chabrol	drame	France, Allemagne	1995	1h52	Couleurs	MK2	2009
Certains l'aiment chaud	Billy Wilder	comédie	USA	1959	2h	N&B	Théâtre du Temple	2008
Conte d'été	Eric Rohmer	comédie dramatique	France	1996	1h54	Couleurs	Les Films du Losange	2011
Daratt (Saison sèche)	Mahamat-Saleh Haroun	drame	Belgique France	2006	1h35	Couleurs	Pyramide	2012
Deep End	Jerzy Skolimovski	drame	Allemagne	1970	1h35	Couleurs	Carlotta Films	2012
Demoiselles de Rochefort (Ies)	Jacques Demy	comédie musicale	France	1967	2h00	Couleur	Ciné Tamaris	2010
Dictateur (Ie)	Charles Chaplin	drame social / comédie	USA	1939	2h	N&B	MK2	2012
Docs en courts					1h31		Shellac	2010
<i>Sur la plage de Belfast</i> d'Henri-François Imbert (1996- 39), <i>200 000 fantômes</i> de Jean-Gabriel Périot (2007- 10) et <i>Irinka et Sandrinka</i> de Sandrine Stoinov (2007- 17)								
Doigts dans la tête (Ies)	Jacques Doillon	drame	France	1974	1h44	Couleurs	Tamasa distribution	2011
Elephant (mention -12 ans)	Gus Van Sant	drame	USA	2005	1h34	Couleurs	MK2	2007
Entre nos mains	Mariana Otero	documentaire	France	2010	1h28	Couleurs	Diaphana	2012
Famille Tenenbaum (Ia)	Wes Anderson	comédie	USA	2001	1h48	Couleurs	The Walt Disney Compagny	2008
Fish Tank	Andréa Arnold	drame	GB	2009	2h08	Couleurs	MK2	2011
Freaks	Tod Browning	drame	USA	1932	1h05	N&B	Les Grands Films Classiques	2009
French Cancan	Jean Renoir	comédie dramatique	France, Italie	1955	1h39	Couleurs	Gaumont	2011
Furie	Fritz Lang	drame	USA	1936	1h34	N&B	Carlotta Films	2004
Gloria	John Cassavetes	film noir	USA	1980	2h03	Couleurs	Mission	2011
Grizzly Man	Werner Herzog	documentaire	USA	2005	1h43	Couleurs	Metropolitan Film Export	2009
Hiroshima mon amour (bac)	Alain Resnais	drame	France, Japon	1959	1h31	N&B	Tamasa distribution	2007
Homme à la caméra (I') (bac-muet sans bande son)	Dziga Vertov	documentaire	Russie	1928	1h04	N&B	Arkéion Films	2009
Homme qui aimait les femmes (I')	F. Truffaut	comédie dramatique	France	1977	1h58	Couleur	MK2	2010
Incendies	Denis Villeneuve	drame	Canada, France	2010	2h10	Couleurs	Happiness Distribution	2012
Mamma Roma	Pier Paolo Pasolini	drame	Italie	1962	1h50	N&B	Carlotta Films	2007
Morse	Tomas Alfredson	épouvante, horreur	Suède	2008	1h54	Couleurs	Chrysalis Films	2011
Mort aux trousses (Ia) (bac)	Alfred Hitchcock	policier	USA	1959	2h11	Couleurs	Carlotta Films	2008
Mouche (Ia) (mention - de 12 ans)	D. Cronenberg	fantastique	Canada	1986	1h35	Couleur	Splendor Films	2010
Norteado	R. Perezcano	drame	Mexique	2009	1h34	Couleurs	ASC Distribution	2012
Petit lieutenant (Ie)	Xavier Beauvois	policier	France	2005	1h50	Couleurs	Why Not Productions	2007
Peur(s) du noir	œuvre collective	animation	France	2008	1h22	N&B	Diaphana	2010
Pickpocket	Robert Bresson	policier	France	1959	1h15	N&B	MK2	2008
Pigeon (Ie)	Mario Monicelli	comédie	Italie	1958	1h45	N&B	Acacias/Tamasa	2010
Raging Bull	Martin Scorsese	drame	USA	1981	2h10	Couleurs et N&B	Carlotta Films	2012
S21, la machine de mort Khmère rouge	Rithy Panh	documentaire	France	2002	1h41	Couleurs	Ad Vitam	2005
Shining (mention -12 ans)	Stanley Kubrick	épouvante	USA	1980	2h	Couleurs	Warner Bros	2005
Silence de Lorna (Ie)	Jean-Pierre et Luc Dardenne	drame social	Belgique, France	2008	1h45	Couleurs	Diaphana	2011
Soif du mal (Ia)	Orson Welles	policier	USA	1958	1h48	N&B	Les Grands Films Classiques	2001
Sparrow	Johnnie To	thriller	Hong-Kong	2008	1h27	Couleurs	ARP Sélection	2011
Starship Troopers (mention -12 ans)	Paul Verhoeven	fantastique	USA	1997	2h15	Couleurs	The Walt Disney Compagny	2007
Sœurs froides	Alfred Hitchcock	drame	USA	1958	2h07	Couleurs	Théâtre du Temple	2005
Tetro	Francis Ford Coppola	drame	Argentine	2009	2h07	Couleurs et N&B	Memento Films Distribution	2012
To Be or not to Be	Lubitsch	comédie	USA	1942	1h39	N&B	Les Acacias	2010
Tous les autres s'appellent Ali	Rainer Werner Fassbinder	drame	Allemagne	1973	1h33	Couleurs	Carlotta Films	2009
Tout sur ma mère	Pedro Almodovar	drame	Espagne, France	1999	1h40	Couleurs	Pathé Catalogue	2007
Valse avec Bachir	Ari Folman	animation	Israël	2008	1h27	Couleurs	Le Pacte	2009
Yeelen (Film du Bac)	Souleymane Cissé	drame	Mali	1987	1h45	Couleur	Pathé Distribution	2010

Sont indiqués en gras les films entrés à la rentrée scolaire 2012-2013

Programmation des films Lycéens et apprentis au cinéma 2012-2013, par coordination

NB : Les titres indiqués en bleu sont les films régionaux et ceux indiqués en rouge sont des titres de la liste *Collège au cinéma*

Alsace

Gloria
Morse
Au voleur

Aquitaine

Morse
Le petit lieutenant
Peur(s) du noir
To be or not to be
Tous au Larzac

Auvergne

La cérémonie
Le dictateur
Morse

Bourgogne

Deep End
Les demoiselles de Rochefort
Sparrow

Bretagne

A bout de course
Deep End
Morse
17 filles

Centre

La cérémonie
La famille Tenenbaum
Tetro
Programme intitulé
« documentaires ? »
Programme de courts métrages
d'animation

Champagne-Ardenne

Le dictateur
Fish Tank
Grizzly Man
Morse

Corse

Entre nos mains
L'homme qui aimait les
femmes
La mouche

Franche-Comté

A bout de course
Entre nos mains
Le silence de Lorna
Starship Troopers
Comme un lion

Guadeloupe

Osama
Duel
Ridicule

Guyane

A bout de souffle
Depuis qu'Otar est parti

Ile de France

Conte d'été
Daratt
Raging Bull
To be or not to be
Mafrouza – Oh la nuit !

Languedoc-Roussillon

Le dictateur
Morse
Armand, 15 ans l'été

Limousin

La cérémonie
Incendies
Morse

Lorraine

Elephant
La mouche
To be or not to be

Mayotte

Bashu, le petit étranger
Cria Cuervos
Mamma Roma

Midi-Pyrénées

Entre nos mains
Fish Tank
To be or not to be

Nord-pas-de-Calais

Raging Bull
Sparrow
Starship Troopers
To be or not to be
Présumé coupable

Basse-Normandie

Entre nos mains
Fish Tank
Le silence de Lorna
Sœurs froides

Haute-Normandie

Le dictateur
Doc(s) en court
Elephant
La mouche
Sparrow

Pays de la Loire

Daratt
Grizzly Man
Tetro
To be or not to be
Broadway

Picardie

Entre nos mains
French Cancan
Tout sur ma mère

Poitou-Charentes

Fish Tank
French Cancan
Raging Bull
Programme de courts métrages

Provences Alpes Côtes d'Azur

A bout de course
Bled number one
Les demoiselles de Rochefort
La soif du mal
Nous, princesses de Clèves

Rhône-Alpes

Blow up
Les demoiselles de Rochefort
Le dictateur
Le silence de Lorna
Starship Troopers
Tetro
La grande illusion
Regarde les hommes tomber
A l'origine
Hors-jeu

Réunion

Elephant
Entre nos mains
Incendies

Programmation Lycéens et apprentis au cinéma 2012-2013, par films

A bout de souffle :
Guyane

A bout de course :
Bretagne
Franche-Comté
PACA

Bled Number One :
PACA

Blow Up :
Rhône-Alpes

La cérémonie :
Auvergne
Centre
Limousin

Conte d'été :
Ile de France

Daratt :
Ile de France
Pays de la Loire

Deep End :
Bourgogne
Bretagne

**Les demoiselles de
Rochefort :**
Bourgogne
PACA
Rhône-Alpes

Depuis qu'Otar est parti :
Guyane

Le dictateur :
Auvergne
Champagne-Ardenne
Languedoc-Roussillon
Haute-Normandie
Rhône-Alpes

Docs en courts :
Haute-Normandie

Elephant :
Lorraine
Haute-Normandie
La Réunion

Entre nos mains :
Corse
Franche-Comté
Midi-Pyrénées
Basse-Normandie
Picardie
La Réunion

La famille Tenenbaum :
Centre

Fish Tank :
Champagne-Ardenne
Midi-Pyrénées
Basse-Normandie
Poitou-Charentes

French Cancan :
Picardie
Poitou-Charentes

Gloria :
Alsace

Grizzly Man :
Champagne-Ardenne
Pays de la Loire

**L'homme qui aimait les
femmes :**
Corse

Incendies :
Limousin
La Réunion

Mamma Roma :
Mayotte

Morse :
Alsace
Aquitaine
Auvergne
Bretagne
Champagne-Ardenne
Languedoc-Roussillon
Limousin

La mouche :
Corse
Lorraine
Haute-Normandie

Le petit lieutenant :
Aquitaine

Peur(s) du noir :
Aquitaine

Raging Bull :
Ile de France
Nord-Pas de Calais
Poitou-Charentes

Le silence de Lorna :
Franche-Comté
Basse-Normandie
Rhône-Alpes

La soif du mal :
PACA

Sparrow :
Bourgogne
Nord-Pas de Calais
Haute-Normandie

Starship Troopers :
Franche-Comté
Nord-Pas de Calais
Rhône-Alpes

Sueurs froides :
Basse-Normandie

Tetro :
Centre
Pays de la Loire
Rhône-Alpes

To Be or not to Be :
Aquitaine
Ile de France
Lorraine
Midi-Pyrénées
Nord-Pas de Calais
Pays de la Loire

Tout sur ma mère :
Picardie
PACA

LOI no 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

Art. 1er. - La politique d'aménagement et de développement du territoire concourt à l'unité et à la solidarité nationale. Elle constitue un objectif d'intérêt général.

Elle a pour but d'assurer, à chaque citoyen, l'égalité des chances sur l'ensemble du territoire et de créer les conditions de leur égal accès au savoir. Elle a pour objet la mise en valeur et le développement équilibré du territoire de la République.

A cet effet, elle corrige les inégalités des conditions de vie des citoyens liées à la situation géographique et à ses conséquences en matière démographique, économique et d'emploi. Elle vise à compenser les handicaps territoriaux. Elle fixe des dispositions dérogatoires modulant les charges imposées à chacun. Elle tend enfin à réduire les écarts de ressources entre les collectivités territoriales en tenant compte de leurs charges.

Les politiques de développement économique, social, culturel, sportif, d'éducation, de formation, de protection de l'environnement, du logement et d'amélioration du cadre de vie contribuent à la réalisation de ces objectifs. La politique d'aménagement et de développement du territoire est déterminée au niveau national par l'Etat. Elle est conduite par celui-ci en association avec les collectivités territoriales dans le respect de leur libre administration et des principes de la décentralisation.

L'Etat assure l'égal accès de chaque citoyen aux services publics. A cet effet, il détermine l'implantation des administrations publiques, les conditions d'accès à distance aux services publics, la localisation des investissements publics qui relèvent de sa compétence, les obligations des établissements, organismes publics et entreprises nationales placés sous sa tutelle et chargés d'un service public.

L'Etat et les collectivités territoriales ou leurs groupements incitent les personnes physiques et les personnes morales de droit privé à participer à la réalisation des objectifs d'aménagement et de développement du territoire.

TITRE V

DISPOSITIONS SPECIFIQUES A CERTAINES PARTIES DU TERRITOIRE

CHAPITRE II

Des zones prioritaires d'aménagement du territoire

Section 1

Du développement économique des zones prioritaires

Art. 42. - Des politiques renforcées et différenciées de développement sont mises en œuvre dans les zones caractérisées par des handicaps géographiques, économiques ou sociaux.

Ces zones comprennent les zones d'aménagement du territoire, les territoires ruraux de développement prioritaire et les zones urbaines sensibles:

1. Les zones d'aménagement du territoire sont caractérisées notamment par leur faible niveau de développement économique et par l'insuffisance du tissu industriel ou tertiaire.
2. Les territoires ruraux de développement prioritaire recouvrent les zones défavorisées caractérisées par leur faible niveau de développement économique. Ils comprennent les zones de revitalisation rurale confrontées à des difficultés particulières.
3. Les zones urbaines sensibles sont caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradés et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi.

Elles comprennent les zones de redynamisation urbaine confrontées à des difficultés particulières et correspondant aux quartiers définis à l'alinéa précédent dans les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine.

Coordinateurs *Lycéens et apprentis au cinéma*

ALSACE	Etienne Wehrlin Alsace Cinémas Maison de l'image	Tél. : 03.88.74.24.03 etienne.wehrlin@alsace-cinemas.org
AQUITAINE	Sébastien Gouverneur ECLA (Ecrit Cinéma Livre Audiovisuel en Aquitaine)	Tél : 05.47.50.10.26 ecla@ecla.aquitaine.fr sebastien.gouverneur@ecla.aquitaine.fr
AUVERGNE	Jérôme Ters Sauve qui peut le court-métrage La Jetée	Tél. : 04.73.14.73.13 j.ters@clermont-filmfest.com
BRETAGNE	Jacques Froger Marine Le Connazet Clair Obscur	Tél. : 02.23.46.86.68 jacques@clairobscur.info marine@clairobscur.info
BOURGOGNE	Géraldine Muller ARTDAM	Tél. : 03.80.67.08.67 geraldine.muller@artdam.asso.fr
CENTRE	Adrien Heudier Ciclic	Tél. : 02.47.56.08.08 adrien.heudier@ciclic.fr
CHAMPAGNE-ARDENNE	Frédéric Voulyzé Télé Centre Bernon	Tél. : 03.26.54.25.95 telecentrebernon@wanadoo.fr
CORSE	Lydie Matteï Direction de la Culture et du Patrimoine Service de l'Audiovisuel, du Cinéma et de l'Image Animée Cinémathèque de Corse - Casa di Lume	Tél. : 04 20 20 20 04 lydie.mattei@ct-corse.fr
FRANCHE-COMTE	Jean-Michel CRETIN Marc Frelin Scène nationale de Besançon	Tél : 03.81.51.03.12 lyceensaucine- fc@scenenationaledebesancon.fr
ILE DE FRANCE	Didier Kiner Nicolas Chaudagne ACRIF Anne Bargain Elsa Rossignol CIP	Tél. : 01.48.78.14.18 kiner@acrif.org chaudagne@acrif.org Tél. : 01.44.61.85.52 anne.bargain@cinep.org elsa.rossignol@cinep.org
LANGUEDOC-ROUSSILLON	Catherine Augé Itinérances - Festival d'Alès	Tél. : 04.66.30.24.26 catherineauge@itinerances.org
LIMOUSIN	Anthony Rodier ACREAMP	Tél. : 05.55.41.71.95 lyceensaucinema.limousin@wanadoo.fr
LORRAINE	Véronique Schoenhentz-Kzink Franck Müller CRAVLOR	Tél. : 03.87.50.45.42 cine.cravlor@wanadoo.fr fkmuller@wanadoo.fr

MIDI-PYRENEES	Luc Cabassot ACREAMP	Tél. : 05 61 23 41 31 acreamp@club-internet.fr cabassot@sfr.fr
NORD-PAS DE CALAIS	Bruno Follet Alexandra Blas Cinéligue	Tél. : 03.20.58.14.12 bfollet@cineligue-npdc.org abras@cineligue-npdc.org
BASSE-NORMANDIE	Renaud Prigent Café des Images	Tél. : 02.31.95.49.21 rprigent@cafedesimages.fr
HAUTE-NORMANDIE	Sarah Eldabi Benoît Carlus Pôle image Haute-Normandie	Tél. : 02.35.89.12.51 carlus@poleimagehn.com saraheldabi@poleimagehn.com
PAYS DE LA LOIRE	Christophe Caudéran Premiers Plans	Tél. : 02.40.69.90.12 lyceens@premiersplans.org
PICARDIE	Nicolas Rennes ACAP Pôle régional image	Tél. : 03.22.72.68.30 nicolasrennes@acap-cinema.com
POITOU-CHARENTES	Emmanuel Devillers DAAC - Rectorat de Poitiers Romain RIMBERT Poitou-Charentes Cinéma	Tél.: 05 49 54 79 38 emmanueldevillers@ac-poitiers.fr Tél.: 05 49.38.47.18 r.rimbert@cr-poitou-charentes.fr
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	Eva Brucato Cinéma du Sud	Tél. : 04 13 41 57 91 eva@cinemasdusud.com
RHONE-ALPES	Christine Desrumeaux ACRIRA	Tél. : 04.72.61.17.65 christine.desrumeaux@acrira.org
GUADELOUPE	Jean-Marc Césaire Ciné Woulé	Tél : 05 90 21 37 99 cinewoule.kc@wanadoo.fr
GUYANE FRANCAISE	Marc Mathée m&Co Films	Tél : 06.94.96.47.99 mncofilms@live.fr
MAYOTTE	Aurore Neel Direction des affaires culturelles - Préfecture	Tél : 02 69 63 52 16 aurore.neel@mayotte-pref.gouv.fr
LA REUNION	Edy Payet Agence Film Réunion	Tél : 02 62 92 29 18 edy.payet@agencefilmreunion.com